

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| REMERCIEMENTS | 1 |
| INTRODUCTION..... | 4 |
| PARTIE I : FONDEMENTS THEORIQUES SUR LA POLITIQUE BUDGETAIRE, LES INVESTISSEMENTS ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE | |
| CHAPITRE 1 : CONCEPTS DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE..... | 6 |
| Section 1 : Définitions, objectifs..... | 6 |
| Section 2 : Différents outils budgétaires..... | 10 |
| Section 3 : Fonctions et effets de la politique budgétaire | 13 |
| Section 4 : Politique budgétaire des pays en développement..... | 16 |
| CHAPITRE 2 : GENERALITE SUR LES INVESTISSEMENTS ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE..... | 18 |
| Section 1 : Définitions et différents types d'investissements..... | 18 |
| Section 2 :L'investissement engendre de la croissance | 20 |
| Section 3 : Revue sur les Etudes utilisant la fonction de production et le modèle VAR..... | 24 |
| CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE..... | 26 |
| PARTIE II : POLITIQUE BUDGETAIRE A MADAGASCAR ENTRE 1997 ET 2012 | |
| CHAPITRE 3 :EVOLUTION DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE..... | 27 |
| Section 1 : Potentiel et atouts du pays..... | 27 |
| Section 2 : Politique budgétaire..... | 27 |
| CHAPITRE 4 : CAS DES INVESTISSEMENTS MALGACHE..... | 34 |
| Section 1 : Régression linéaire multiple..... | 34 |
| Section 2 : analyses et interprétations des principaux modèles..... | 35 |
| Section 3 : Analyses et interprétations des autres variables qui peuvent influencer la croissance économique et les investissements..... | 46 |
| CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE..... | 50 |
| PARTIE III : ANALYSES ET SUGGESTIONS POUR UNE MEILLEURE POLITIQUE BUDGETAIRE | |
| CHAPITRE 5 : PROBLEMES ET ANALYSES..... | 51 |

| | |
|--|-----------|
| Section 1 : Problèmes..... | 51 |
| Section 2 : Analyses..... | 57 |
| CHAPITRE 6 : SUGGESTIONS..... | 60 |
| Section 1 : Suggestions sur la politique budgétaire..... | 60 |
| Section 2 : Reformes conjoncturelles..... | 67 |
| Section 3 : Stimulation de la sphère économique..... | 71 |
| CONCLUSION DE LA TROISIEME PARTIE..... | 73 |
| CONCLUSION GENERALE..... | 74 |
| Bibliographie | |
| Liste des illustrations | |
| Annexes | |
| Table des Matières | |

INTRODUCTION

Comme les finances publiques couvrent les recettes et les dépenses de l'Etat dans le but de produire des biens et services publics, et notamment pour mettre en œuvre les politiques du gouvernement, les appuis aux divers secteurs et le choix des politiques.

Dans ce présent mémoire nous essayons d'examiner les relations qui existent entre l'ensemble des décisions prises en matière de dépenses pour les investissements et la croissance économique entre 1997 et 2012. Ce choix d'analyse budgétaire est dû par la responsabilité de l'Etat face à son rôle de stabilisation macro-économique et de redistribution.

A Madagascar, les 76,5% de la population vivaient en-dessous du seuil de pauvreté en 2010. La croissance est de 2% en 2012. Cela montre une faible performance de la Grande île.

Face à la crise financière mondiale de 2008, la politique budgétaire regagne d'intérêt et se retrouve au cœur des débats de l'action publique. Les économistes et les pouvoirs publics des pays développés privilégient manifestement les instruments budgétaires pour relancer l'économie.

Aussi, pourrions-nous avec ce souffle nouveau accordé à la politique budgétaire, raviver son intérêt pour la relance de l'économie à Madagascar.

La question est de savoir comment améliorer la politique budgétaire à Madagascar et si les investissements génèrent de la croissance économique ?

Étant donné la situation actuelle de sortie de crise, nous avons choisi comme thème : « **CONTRIBUTION A L'AMELIORATION DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE : CAS DE MADAGASCAR** ».

Ainsi, la Grande île nécessite un plan de relance économique afin d'améliorer les recettes et les dépenses publiques. Cependant, nous devons étudier l'existence des liens entre les investissements et la croissance économique. Et aussi nous verrons s'il existe d'autres facteurs qui peuvent expliquer les investissements et la croissance économique.

Dans le souci d'apporter notre modeste contribution à l'élaboration d'une nouvelle politique budgétaire favorable. Nous nous inspirons de la théorie keynésienne selon laquelle l'investissement et la croissance sont donc reliés par un cercle vertueux. Notre étude se rapporte sur un stage de cinq mois que nous avons effectué au sein de la Direction de Programmation et de Cadrage Budgétaire (DPCB) au Ministère de Finances et du Budget (MFB). Nous avons poursuivi nos recherches sur des documentations (lois de finances, budget annexe,...). Mais aussi en analysant les rapports de la FMI et la Banque Mondiale (BM) sur la Grande île. Et nous avons aussi comme source d'informations des supports Internet et des nombreux sites web.

Notre méthode d'approche consiste à voir si les investissements génèrent une croissance du PIB. Ainsi, l'étude de corrélation, nous amène à procéder à une régression multiple.

Ce présent travail est divisé en trois parties. Nous verrons en première partie les fondements théoriques sur la politique budgétaire. Puis en deuxième partie nous allons essayer de voir la politique budgétaire, le cercle vertueux entre l'investissement et la croissance économique à Madagascar. Enfin, nous entamerons des analyses et des suggestions pour améliorer la politique budgétaire.

**PARTIE I : FONDEMENTS THEORIQUES SUR LA
POLITIQUE BUDGETAIRE, LES INVESTISSEMENTS
ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE**

Chapitre 1 : Concepts de la politique budgétaire

Sur le plan pratique, les politiques budgétaires servent à stimuler l'activité, dans les périodes de récession ou de stagnation de la croissance, sous la forme de baisse de l'imposition ou de hausse de certaines dépenses, ce qui conduit à une dégradation du solde public. À l'inverse, dans les périodes de croissance économique élevée (hors période de bulle spéculative), la discipline budgétaire doit permettre de réduire le déficit public, voire de constituer des excédents, qui seront mobilisables ultérieurement.

Section 1 : Définitions, objectifs

1.1-Définition de la politique budgétaire

La politique budgétaire est la politique qui met en œuvre un gouvernement pour agir sur l'économie du pays en utilisant son pouvoir de fixer les recettes de l'Etat et les priorités dans la répartition des dépenses publiques. Si nous le combinons à la politique monétaire, la politique budgétaire forme la politique conjoncturelle¹. La politique budgétaire utilise deux règles:

- Règle de Tinbergen : indique le nombre d'instrument doit être égale au moins au nombre d'objectif.

- Règle de Mundell (1999): stipule qu'il faut affecter à chaque objectif l'instrument qui a l'efficacité relative la plus élevée pour l'objectif en question.

Généralement, le budget de l'Etat est composé des recettes et des dépenses. Ce budget est l'acte par lequel sont prévus et autorisées les dépenses et les recettes annuelles de l'Etat.

1.2-Dépenses publiques

Les dépenses publiques ont pour objectif la satisfaction des besoins collectifs de la communauté ou plus exactement les besoins publics. Elles comportent tous les paiements non remboursables des administrations publiques.

¹Source : « Toupictionnaire » : le dictionnaire de politique

Elles sont différentes des emplois qui comprennent aussi des prêts effectués par le gouvernement (le simple fait de placer de l'argent dans son compte bancaire est un emploi mais pas une dépense). Les dépenses sont généralement comptabilisées au stade des engagements.

1.2.1-Les dépenses courantes

1.2.1.1- Les dépenses pour salaires et traitements.

Il s'agit des traitements de tous ceux qui travaillent pour le gouvernement et sous sa direction, qu'ils soient titulaires ou contractuels.

1.2.1.2- Les dépenses pour achats des biens et services.

Il s'agit des dépenses destinées aux achats des matériels courants et de fournitures (pas de biens d'équipement ou biens durables comme les véhicules), ou services (consultants, électricité, transport, etc.).

1.2.1.3- Les dépenses de transferts.

Il s'agit des dépenses effectuées dans le cadre de la fonction spécifique de l'Etat : prélever pour redistribuer (sans contrepartie). Ces dépenses comportent les transferts aux ménages (bourses scolaires...). Ces dépenses comprennent aussi les transferts aux entreprises (subventions) ainsi que les dépenses effectuées à l'étranger, comme les cotisations annuelles à certaines organisations internationales

1.2.1.4-Les intérêts de la dette publique.

Il s'agit des intérêts dus et non effectivement honorés. Les remboursements des principales ne figurent pas à ce niveau.

1.2.2- Les dépenses d'investissements

Ces dépenses correspondent à l'achat de biens qui vont demeurer plus d'un an dans le patrimoine de l'Etat. Les principaux sont les infrastructures publiques (routes, bâtiments tels que les écoles, dispensaires,...). Pour le cas de Madagascar, nous distinguons les dépenses en capital qui sont financées par le budget national, et celles qui sont financées par les bailleurs de fonds extérieurs.

Au sein de cette dernière catégorie, il est encore utile de distinguer celles qui sont financées par les dons et celles qui sont financées par les prêts.

1.2.3- Les dépenses courantes structurelles

Ce sont les interventions sociales et économiques pour l'atteinte des objectifs de développement et d'ajustement structurel (interventions sur les dégâts des cataclysmes naturels, intervention sociale pour l'aide contre la famine, appui à la santé maternelle et infantile...)

1.1.3-Recettes publiques

Les recettes publiques sont l'ensemble des recettes perçues par les administrations publiques. Elles se constituent essentiellement des impôts, et des taxes. Nous distinguons les recettes fiscales et non fiscales.

Les recettes fiscales retracent la perception d'une contribution obligatoire (un droit, une taxe,...). Elles comprennent les impôts sur les salaires, les impôts sur la propriété, les impôts (intérieurs) sur les biens et services, les impôts sur le commerce extérieur.

Les recettes non-fiscales retracent toutes les autres recettes courantes. Elles retracent les recettes avec contrepartie (revenu de la propriété, excédent d'exploitation des unités de production marchande des administrations publiques, recettes de services, auxquelles s'ajoutent les produits des amendes, confiscations, donations privées, etc.

1.2-Objectifs

La politique budgétaire a pour objectif de réguler l'économie et de conduire des actions sur les cycles économiques, que ce soit dans le domaine social ou économique.

1.3- Politique budgétaire en économie ouverte

La mondialisation exige un système économique ouverte, il est difficile de pratiquer une économie fermée.

Une économie est dite financièrement ouverte dans le cas où il y a une mobilité parfaite des capitaux. C'est-à-dire une économie ayant des relations commerciales et financières avec d'autres pays.

1.3.1-Modèle Keynésien

Le compte de biens et services s'écrit :

$$P+M=CI+CF+I+X$$

Où P : désigne le Production,

M : les importations,

CI : la consommation intermédiaire,

CF : la consommation finale,

X : les exportations

I : l'investissement.

Le FMI utilise ce modèle pour la programmation financière. Ainsi, le modèle s'écrit : $Y+M=C_p+ G + I_p +I_g +X$

Avec, Y est le PIB ; M le niveau des importations CAF ; C_p la consommation privée ; G la consommation publique (égale à la production publique), I_p l'investissement privé, I_g l'investissement public, et X le montant des exportations.

Alors G, I_g , I_p et X sont des variables exogènes ($G= G, I_g = I_g, I_p = I_p, X = X$) auxquelles s'ajoutent trois équations de comportement (m, c sont constantes à court terme et t résulte d'une décision des autorités publiques):

$$M = m*Y$$

$$C_p = c*(Y-T) \text{ et } T = t *Y$$

T le montant des taxes, m la propension moyenne à consommer, c la propension à consommer et t le taux de pression fiscale.

L'équation donne alors la valeur de Y :

$$Y= (G^+I_g +I_p+ X^+) / (1+m+c(t-1))$$

Souvent, les équipes du FMI procèdent autrement, il se donne Y, et il obtient C_p par solde.

1.3.2- Régime de change fixe

La nature des limitations au pouvoir des autorités nationales varie selon le régime de change en vigueur. En régime de change fixe et pour un petit pays, toute politique monétaire de stimulation de crédits intérieur se traduit par une sortie de capitaux et une baisse de la contrepartie« extérieure » de la circulation monétaire. La politique monétaire tentée est alors annulée et ne se traduit finalement que par un déficit de la balance extérieure et une répartition différente des actifs possédés par la balance commerciale (plus de titres domestiques et moins de devises)².

1.3.3- Régime de change flexible (variable)

En change flexible au contraire, la politique monétaire retrouve une certaine autonomie parce que le taux de change s'adapte aux variations provoquées dans la masse monétaire et en renforce les effets sur l'économie nationale. Le change flexible implique une appréciation monétaire³.

²Source : LANDAIS Bernard, « Politique économique »Boeck , Paris 1998 - 249 pages.

³Source : LANDAIS Bernard, « Politique économique »Boeck , Paris 1998 - 249 pages.

Section 2 : Différents outils budgétaires

L'utilisation du budget de l'Etat comme instrument de politique économique est communément appelé la politique budgétaire. L'utilisation des dépenses et recettes publiques pour modifier l'équilibre global de l'économie constitue l'objet de la politique budgétaire. Ainsi dans un premier temps nous allons voir les deux grands courants de pensée des politiques de relance et ensuite nous allons voir les instruments que nous pouvons utiliser pour la mise en œuvre de la politique budgétaire.

2.1- Courant Keynésienne

Les travaux de Keynes⁵ stipulent qu'il faut agir sur la conjoncture économique par une manipulation du budget de l'Etat. En période de sous-emploi, le gouvernement peut relancer l'activité économique en mettant son budget en déficit. Inversement, en période de surchauffe économique il peut réduire le déficit budgétaire et cherche même un excédent pour lutter contre les tensions inflationnistes.

L'idée sous-jacente est que le budget de l'Etat n'a pas besoin d'être régulièrement équilibré comme le budget d'un ménage. Un déséquilibre de l'économie peut être compensé par un déséquilibre financier. En sens contraire, l'effet de la relance attendu devant permettre de retrouver un équilibre ou un excédent budgétaire.

Les keynésiens sont donc partisans de l'Etat providence et prônent une politique de relance par la demande anticipée des entrepreneurs qui forment la demande effective. Le but est l'amélioration de l'emploi et de la croissance. La relance par un déficit budgétaire fonctionne avec les multiplicateurs keynésiens d'investissement. Ce déficit sera résorbé par les impôts à long terme. L'intervention de l'Etat est nécessaire lorsque le marché est défaillant.

2.2-Théorie de l'offre des libéraux

Les économistes de l'offre ont remis en cause l'analyse keynésienne de Multiplicateur⁶. Selon eux la multiplication des interventions de l'Etat dans la vie économique conduit à des excès de dépenses ou de prélèvement fiscal. Or ceux-ci ont pour effet de décourager l'activité productive.

⁵Source : Keynes John Maynard, « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie », 1936

Pour les théoriciens de l'offre, l'offre des facteurs de production est beaucoup plus élastique. Lorsqu'à revenu constant un ménage subit un prélèvement fiscal accru, il peut avoir deux réactions :

- il travaille davantage pour obtenir un revenu disponible après impôt identique à celui qu'il obtenait avant l'aggravation de la fiscalité. C'est « l'effet revenu ». L'effet sur le prix va affecter le profit des entreprises car les gens vont travailler plus, ainsi il faut les payer plus. D'un cote la dépense de rémunération des entreprises va augmenter. Or de l'autre cote la production augmente du fait de l'augmentation de la quantité de travail. Le niveau de l'offre s'élève mais le revenu disponible des consommateurs reste inchangé. Par conséquent l'entreprise risque la surproduction. Ces deux phénomènes entravent l'investissement,

- il va réduire son temps d'activité pour contourner l'accroissement de l'impôt. C'est « l'effet de substitution ». Ainsi la quantité de travail diminue et il en est de même pour la production. D'autre part en cas d'augmentation de l'impôt, la consommation est préférée par rapport à l'épargne car le prélèvement fiscal va peser sur cette épargne.

Ainsi, l'offre de capital diminue et le taux d'intérêt va augmenter. Nous pouvons constater alors une baisse du niveau d'investissement.

Par rapport à ces effets les théoriciens de l'offre proposent de réduire le prélèvement fiscal et les dépenses publiques afin de laisser s'exprime les incitations à travailler, à épargner et à investir pour stimuler l'activité productive.

2.3- Politique de relance

Un plan de relance est un ensemble de mesures de politique économique, qui s'effectue par des dépenses publiques supplémentaires et de réduction de certains impôts, et donc dégradant le solde public, décidées par le gouvernement d'un pays ou d'une zone économique, dans le but de provoquer une « relance économique », c'est-à-dire une augmentation de l'activité économique et une réduction du chômage lors des périodes de faible croissance ou de récession.

⁶Source : PORTIER Franck « Le budget de l'Etat » cahier français n°261, La documentation française 1993

Les politiques de relance sont des politiques conjoncturelles, répondant à une faiblesse ponctuelle de la croissance en présence de capacités de production inutilisées. Elles sont impuissantes face à une faiblesse de la croissance liée à l'organisation même du système productif, qui demande des politiques d'ajustement structurel. Il faut également que le supplément de revenu se traduise dans une augmentation de la demande interne, ce qui suppose la croyance par les ménages que leurs impôts n'augmenteront pas pour faire face aux dépenses de l'État.

2.4- Politique de rigueur

Elle est une politique économique qui prône la hausse de la fiscalité et la baisse des dépenses publiques dans le but de réduire le déficit.

Les mesures d'austérité sont généralement mises en place s'il existe une menace sur la solvabilité d'un Etat. Cette situation peut advenir si le gouvernement a emprunté dans une monnaie étrangère ou si le gouvernement n'a pas le droit d'émettre des devises dans sa propre monnaie. Les banques peuvent ainsi perdre confiance dans le fait que les gouvernements remboursent leur dette et ainsi demander des taux d'intérêts très élevés. Dans ce cas, le FMI peut jouer le rôle de prêteur en dernier ressort en échange de mesures d'austérité souvent accompagnées d'ajustements structurels.

Les buts des gouvernements qui mettent en place des politiques de rigueur peuvent :

- d'éviter l'accumulation de déficits publics qui gonfleraient la dette publique et donc le service de la dette;
- de freiner l'inflation qui, trop élevée, perturbe le bon fonctionnement économique ;
- de limiter le sur-investissement et les bulles spéculatives.

Pour maîtriser l'inflation, le gouvernement cherche à éviter de trop fortes hausses de salaires qui porteraient les salaires à un niveau trop élevé rendant la production des entreprises non rentable.

Les hausses de salaire peuvent également provoquer une hausse générale des prix et ainsi engendrer un cercle vicieux.

Sur le moyen et long terme, la restauration des comptes publics et de la balance des paiements favorisent la confiance dans l'économie, la stabilité du taux de change, et augmentent l'investissement et les flux d'IDE (entrée de capitaux étrangers). À terme, la compétitivité économique est améliorée et donc la quantité d'emplois dans l'économie (en particulier dans le secteur privé) est plus élevée.

Section 3 : Fonctions et effets de la politique budgétaire

3.1- Fonctions usuelles

Nous distinguons trois fonctions essentielles de la politique budgétaire et, plus largement, de la politique économique :

- fonction d'allocation des ressources. Elle entre dans cette catégorie d'interventions publiques qui visent à affecter la quantité ou la qualité des facteurs de production disponible dans l'économie ou à modifier leur allocation sectorielle ou régionale et, d'une manière générale, les politiques visant à fournir les biens publics : investissement en recherche et développement, éducation, protection de l'environnement, etc...
- fonction de stabilisation macro-économique face à des chocs aléatoires qui éloignent l'économie de l'équilibre. C'est le rôle que les économistes keynésiens attribuent usuellement aux politiques monétaires et budgétaires ;
- fonction de redistribution entre agents ou entre régions. C'est notamment ce que visent les politiques de taxation progressive et les transferts sociaux.

Les horizons temporels de ces différents types d'interventions diffèrent.

Les politiques de stabilisation visent le plus souvent des objectifs de court ou moyen terme. Les politiques de répartition ont généralement un horizon voisin. En revanche, les politiques d'allocation ont généralement un horizon plus long. De ce fait, la distinction stabilisation et allocation renvoie assez directement à une représentation de la croissance économique qui distingue une tendance de long terme et des fluctuations de court terme autour de cette tendance. Les politiques de stabilisation visent à minimiser l'écart de la production à son niveau potentiel (l'output gap), les politiques d'allocation à optimiser le niveau de la production potentielle.

3.2- Limite de la politique budgétaire

Les effets de la politique budgétaire sont difficiles à anticiper, parce que chaque décision peut avoir à la fois des effets positifs et négatifs, éventuellement à des échelles de temps différentes, parce que la psychologie et la confiance jouent un rôle pertinent, le contexte international peut avoir une influence importante... etc.

Des critiques ont été portées montrant que les actions budgétaires peuvent être à l'origine des effets déstabilisants, effets de compensation, effets d'éviction.

3.2.1- Effets déstabilisants

La mesure de l'efficacité de la politique budgétaire entendue au sens de politique aux fins de stabilisation conjoncturelle s'est réalisée à l'époque où triomphait le keynésianisme. Ces résultats divers et parfois pervers conduisent à s'interroger sur la fonction stabilisatrice des actions budgétaires.

D'abord, le comportement des agents économiques est l'origine des effets déstabilisants ; en période d'expansion, l'augmentation automatique des impôts suscite une réaction des agents économiques qui tendent à compenser la hausse du prélèvement fiscal en exigeant des salaires et d'une façon générale, des revenus nominaux plus élevés. Le freinage spontané de la demande, donc une inflation par la demande, risque d'être plus que compensé par une inflation par le coût, d'une amplitude plus ample.

Le multiplicateur des salaires de Lundberg⁷ permet de préciser que la progressivité du système fiscal, facteur de limitation de la demande, peut encourager une explosion de salaires.

La prise en considération de l'analyse du revenu permanent de M.Friedman⁸ le conduit à se douter des effets bénéfiques d'une politique de relance budgétaire. Dans ce cas, l'observation du comportement des agents économiques montre que les revenus permanents sur lesquels se fondent la consommation. L'effet sur celle-ci est faible, et le multiplicateur médiocre.

La relance se révèle peu efficace à court terme et risque d'induire un effet pervers car l'effet de multiplicateur se poursuivant alors que la conjoncture sera redevenue expansionniste et même inflationniste.

⁷Source : FLOUZAT Denise «Economie contemporaine 3 » Edition PUF 1991

⁸Source : RENVERSEZ Françoise « Eléments d'analyse monétaire » Dalloz, 3^{ème} Edition 1995

Bref, il semble que les modifications temporaires de revenus induites par la relance affectent peu la consommation, elles ne jouent qu'un faible rôle dans la stabilisation de la conjoncture et parfois peut avoir des effets pervers.

3.2.2- Effets de compensations

Les effets de compensations se produisent si l'Etat, le pouvoir central ne coordonnent pas leur politique économique.

L'effet de compensation est l'annulation de l'effet de relance de la politique budgétaire due à la conduite des politiques économiques mal coordonnée au sein d'un pays. Par exemple, dans l'analyse keynésienne la politique budgétaire expansionniste vise à accroître l'investissement en vue de relancer la croissance. Si cette politique est accompagnée par une politique monétaire restrictive, l'investissement diminue du fait de la diminution de la masse monétaire et de l'augmentation du taux d'intérêt. Ainsi l'objectif d'accroître l'investissement ne se réalise pas. C'est pourquoi la politique budgétaire expansionniste de Roosevelt a été, en partie, compensée par une politique restrictive des Etats qui soutiennent la baisse de leurs recettes fiscales en période de crise⁹.

3.2.2- Effets d'éviction

L'Etat, par une consommation publique non contenue, gaspille des ressources au détriment des entreprises privées dont l'investissement est pénalisé. Des capitaux sont donc ainsi soustraits à l'initiative privée pour une utilisation non productive. C'est l'effet d'éviction de l'investissement privé.

L'effet de relance budgétaire due à l'accroissement des dépenses publiques peut être compensé par un effet d'éviction des dépenses privées par les dépenses publiques quel que soit leur mode de financement : impôt supplémentaire, création monétaire ou emprunt.

Par contre les keynésiens montrent que les mesures de relance budgétaire sont de nature à accélérer à la fois le niveau de l'activité économique, ainsi que la vitesse de circulation de la monnaie. Le déficit budgétaire ne provoquerait pas un effet d'éviction des dépenses privées mais les encouragerait. Cette analyse se justifiait au temps de Keynes où il y avait d'importantes ressources financières inemployées.

⁹Source : FLOUZAT Denise «Economie contemporaine 3 » Edition PUF 1991

Or, actuellement, la thésaurisation ne porte plus que sur des montants limites, donc l'émission de bons de Trésor en vue de faire face au déficit budgétaire ne peut être financée qu'à partir des capitaux déjà placés dans le secteur privé. Ainsi il y a une réduction des moyens de financements disponibles pour les entreprises. Cette réduction est très importante en période de croissance rapide en raison de l'intense concurrence sur le marché des capitaux.

En revanche, l'effet d'éviction est faible en période de ralentissement de l'activité économique.

La mondialisation économique et l'augmentation de la part des importations dans le PIB (les économies sont de plus en plus ouvertes) diminuent l'effet de cercle vertueux de la politique budgétaire. Une partie des effets sont alors perdus, et la politique budgétaire contribue, plus qu'avant, à relancer l'économie des pays voisins.

Section 4 : Politique budgétaire des pays en développement

4.1- Politique budgétaire pour les pays en développement

Pour les pays en développement, la politique budgétaire continue à rester neutre en 2013. Le déficit budgétaire affecte le déficit extérieur qui à son tour, conduit à une adaptation du taux de change réel compatible avec l'équilibre intérieur du marché des biens. Ainsi, une politique d'ajustement budgétaire marquée par un accroissement surplus (baisse le déficit) provoque une amélioration de la balance commerciale. Celle-ci à son tour mène à une dépréciation du taux de change réel. Ces associations sont particulièrement importantes pour les pays en développement notamment parce qu'elles donnent du crédit à l'idée que les politiques d'ajustement budgétaire sont utiles au rétablissement de l'équilibre extérieur et sans doute indispensable pour accompagner toute politique de dévaluation nominale.

4.2-Débordement budgétaire

L'existence d'influence de sens opposé ne permet pas de prévoir très facilement l'impact final des politiques budgétaires sur l'économie des pays étrangers. Il est alors légitime de se tourner vers une appréciation empirique des effets de débordement.

Une analyse de type historico-statistique est néanmoins rendue difficile par les relations croisées d'interdépendances des politiques. Ainsi, par exemple, si un pays de nation A entreprend une politique budgétaire de type Keynésien, les pays étrangers B et C peuvent redouter que l'appréciation de la monnaie A ne conduise à un renchérissement des prix de leurs importations et ne pèse sur leur taux d'inflation. Ils peuvent alors décider d'une politique de réaction, sinon de rétorsion, soit en s'engageant dans la voie d'une politique budgétaire expansionniste soit dans celle d'une politique monétaire restrictive¹⁰.

Ainsi, et à supposer même que les divers pays A,B et C s'en tiennent là, il devrait être assez difficile de démêler les conséquences des divers politiques en causes et en particulier de préciser l'impact propre à la politique initiale du pays A. Ce qui vient d'être dit de la crainte d'un surcroît d'inflation s'étend sans peine aux divers objectifs poursuivis par les pays du monde : activité économique, stabilité du taux de change, des taux d'intérêt...selon les fonctions de préférence de différents gouvernements et selon les problèmes les plus graves du moment¹¹.

Cette interdépendance des politiques devrait se traduire en termes de corrélations entre les décisions prises par les grands pays dans le domaine monétaire ou budgétaire. Dans les pays en développement, certains réduisent le poids des dépenses de l'Etat en raison de la faible productivité du secteur public et du coût social de l'imposition jugée excessive. D'autres pensent à l'inverse que le gouvernement peut jouer un rôle central dans le développement en procurant des biens publics, en encourageant les investissements productifs et en orientant la croissance économique dans un sens socialement optimal. La dépense publique serait ainsi justifiée dans le long terme.

^{10,11}Source: William EASTERLY, Carlos Alfredo RODRIGUEZ : "Public sector deficits and macroeconomic performance", World Bank publication, Oxford University press, 1993

Chapitre 2 : GENERALITES SUR LES INVESTISSEMENTS

L'investissement est indispensable pour l'économie. Elle est le moteur de la croissance économique.

Section 1 : Définitions et différents types d'investissements

1.1 : Définitions

Nous appelons investissement, l'un des moyens les plus importants de relancer l'économie en faveur d'une politique budgétaire manifestant une composante de la demande globale.

1.2 : Différents types d'investissements

1.2.1- Investissements matériels

Lorsque l'entreprise s'équipe pour augmenter sa production, elle réalise un «investissement de capacité ».

Lorsque l'entreprise achète des équipements plus performants qui lui permettent par exemple de produire autant, ou plus, avec moins de main- d'œuvre, il s'agit d'un «investissement de modernisation ».

Lorsque l'entreprise remplace du matériel usé ou obsolète, c'est-à-dire dépassé l'évolution des techniques, par du matériel neuf, elle effectue un «investissement de renouvellement (ou de remplacement) ».

1.2.2- Investissements immatériels

A côté des investissements traditionnels en machines, matériels et outillages, sont apparues de nouvelles formes d'investissement, appelés immatériels, incorporels ou intellectuels : dépenses de recherche, dépenses de la formation du personnel, achat du logiciel, étude de marché, publicité, etc.

Ces investissements immatériels permettent à l'entreprise d'améliorer son savoir- faire et sont donc une condition essentielle de son développement et de sa réussite.

1.3 -Théorie de l'investissement

1.3.1 -Formation Brute des Capitaux Fixes : L'investissement

L'acte par lequel l'entreprise acquiert les capitaux fixes est appelé «investissement ».Pour qu'il y ait investissement, il ne suffit pas que l'entrepreneur dispose de l'argent nécessaire. Encore faut-il qu'il accepte de prendre le risque d'investir ?

L'entrepreneur prendra s'il a confiance dans la rentabilité de l'investissement projeté, c'est-à-dire s'il acquiert la conviction que de bénéfices suffisants en découleront.

1.4- Fonction d'investissement

C'est l'investissement qui est la cause du cycle, leur fonction est donc essentielle. L'investissement est la deuxième grande composante du PIB.

Production= revenu= PIB, ce qui détermine la croissance d'un pays.

Croissance économique est la production des biens et services pendant une période déterminée, et cette période est généralement un an.

La composante « investissement » varie d'une année à l'autre et elle dépend du niveau des taux d'intérêts.

Pour simplifier l'analyse, nous supposons que le niveau d'investissement n'est pas lié au niveau du revenu de l'année courante. Cette hypothèse traduit également le fait que l'investissement est principalement déterminé par les anticipations des entreprises sur les perspectives économiques.

Par conséquent, les niveaux d'investissement ne sont guère effectués par la conjoncture économique de l'année courante et notamment par le niveau du revenu national.

L'autre hypothèse que nous devons retenir aussi c'est qu'il s'agit d'une « économie simplifiée » (économie sans Etat et sans commerce extérieur). Les dépenses globales comprennent donc uniquement la consommation et l'investissement.

Nous pouvons donc supposer un niveau fixe d'investissement. La variation du niveau d'investissement est probablement la cause principale des variations de dépenses globales et donc de la production nationale.

Les dépenses d'investissements pertinentes pour les dépenses globales peuvent être classées en trois (03) grandes catégories :

-la première concerne les achats de nouveaux biens d'équipement : elle comprend, outre les bâtiments, les voitures, les matériels de bureau acquis par les entreprises.

-La deuxième, ce que les entreprises peuvent aussi investir en stock en entreposant leur production en prévision de vente futur ou en stockant les matières premières qui leur seront nécessaire pour produire plus des biens.

-La troisième catégorie correspond à l'achat de nouveau logement par les ménages. Les achats de maison ou en biens d'équipement qui existait préalablement n'entrent pas en ligne de compte parce qu'ils n'augmentent pas la production.

1.5-Epargne et investissement

L'épargne a été envisagée du point de vue des décisions prises par les individus, ou plus précisément par les ménages.

En effet, c'est par l'intermédiaire de l'épargne que s'est assuré le financement des investissements qui permet de maintenir et, si possible, d'accroître le niveau de production nationale.

1.6- Décision d'investir

Pour que le capital puisse se former, il faut une décision d'investir. Pour une entreprise, décider un investissement signifie qu'elle va agrandir une installation, la moderniser, créer une nouvelle usine. Au préalable, l'entreprise doit faire un calcul pour savoir si son investissement correspond à un besoin et s'il lui permettra de réaliser des bénéfices. Pratiquement, la décision d'investissement est toujours un pari plein d'incertitudes c'est-à-dire pas de probabilité possible. Non seulement, un certain nombre d'éléments peuvent échapper à l'entrepreneur, mais entre le moment où la décision est prise et le moment où l'investissement sera réalisé, il s'écoule du temps.

Les entreprises pour accroître leur production des biens et services dans le futur devraient s'investir. L'investissement est représenté par la formation brute de capital fixe (FBCF) à laquelle est ajoutée la variation de stock :

$$I = \text{FBCF} + \Delta \text{St} ;$$

Où I l'investissement et ΔSt la variation de stock.

L'objectif c'est de déterminer les facteurs explicatifs de l'investissement. Les classiques soulignent le rôle fondamental de l'investissement, alors que Keynes introduit, en plus, des ventes anticipées.

Section 2 : L'investissement engendre de la croissance

La croissance la plus forte observée aux Etats-Unis, comparée à la croissance européenne et française, a été la résultante de deux phénomènes concomitants : une plus forte mobilisation du facteur travail, et une augmentation sensible, à partir de 1995, des gains de productivité ». Or, « le second facteur de croissance économique entretient des liens étroits avec l'investissement ».

2.1 -Les effets sur l'offre

Les investissements permettent d'assurer à la fois une croissance extensive et une croissance intensive.

2.1.1-L'investissement génère une croissance extensive

Le premier moyen pour accroître l'augmentation des richesses produites est d'utiliser plus de facteurs de production. Une augmentation du stock de capital, c'est-à-dire, de l'investissement permet ainsi de relancer la croissance. Ainsi, les périodes connaissant une augmentation rapide du stock de capital sont aussi celles où le PIB à une croissance forte. Aux Etats-Unis, dans la période 1820-1873, le PIB à une croissance rapide (4 % par an en moyenne) et le stock de capital augmente de 5,5 % par an en moyenne. La situation est identique pour le Japon dans la période 1950-1973 : le stock de capital a augmenté de 9,18 % par an, ce qui a généré une croissance de 9,25 % par an en moyenne.

Cette augmentation du stock de capital était avant tout, pour les Etats-Unis, un investissement de capacité, c'est-à-dire un investissement permettant de produire davantage car, dans la période 1820-1870, la productivité des facteurs a peu augmenté : de 0,33 % entre 1870-1913. Or, la limite de croissance extensive est de buter sur des goulets d'étranglement : la quantité de facteurs de production disponible est restreinte. Pour connaître une aussi forte croissance économique depuis deux siècles, les pays développés ont dû opérer une croissance intensive.

2.1.2- L'investissement génère une croissance intensive

2.1.2.1- La relation productivité-investissement

Comme l'écrit J.Kergueris: « l'investissement est un moyen d'élever la productivité globale. En effet, acquérir de nouvelles machines permet d'intégrer du progrès technique, c'est-à-dire l'ensemble de modifications affectant les procédés de production et la nature des biens réalisés ». Il existe donc deux formes d'innovations : les innovations de procédés et de produits.

Les innovations de procédés permettent d'économiser des facteurs de production : ce sont les investissements de productivité ou de rentabilité qui incorpore des innovations. C'est le cas avec l'informatique. Pendant long temps, les innovations informatiques ont vérifié le paradoxe de Solow : « nous voyons des ordinateurs partout, dans les statistiques de productivité. » Il exprimait ainsi le doute face à ce progrès technique qui ne créait pas de gains de productivité. Or « le paradoxe de Solow semble s'être dénoué dans la deuxième moitié des années 90,

aux Etats-Unis. Les statistiques fédérales américaines mettent en évidence une forte montée des gains de productivité depuis la fin 95 ».

2.1.2.2- La relation productivité-croissant

L'amélioration de la productivité est essentielle pour soutenir une croissance durable ». Le PIB augmente car chaque facteur de production produit davantage. La période emblématique de la croissance intensive est celle des 30 Glorieuses en Allemagne, la productivité a augmenté de 4,05 % par an en moyenne et le PIB de 6%. Le ralentissement de la croissance économique dans la période 73-92 s'explique par la croissance ralentie de la productivité : au Royaume-Uni, le PIB augmente de 1,59 % par an en moyenne, et la productivité de 0,69 % par an en moyenne.

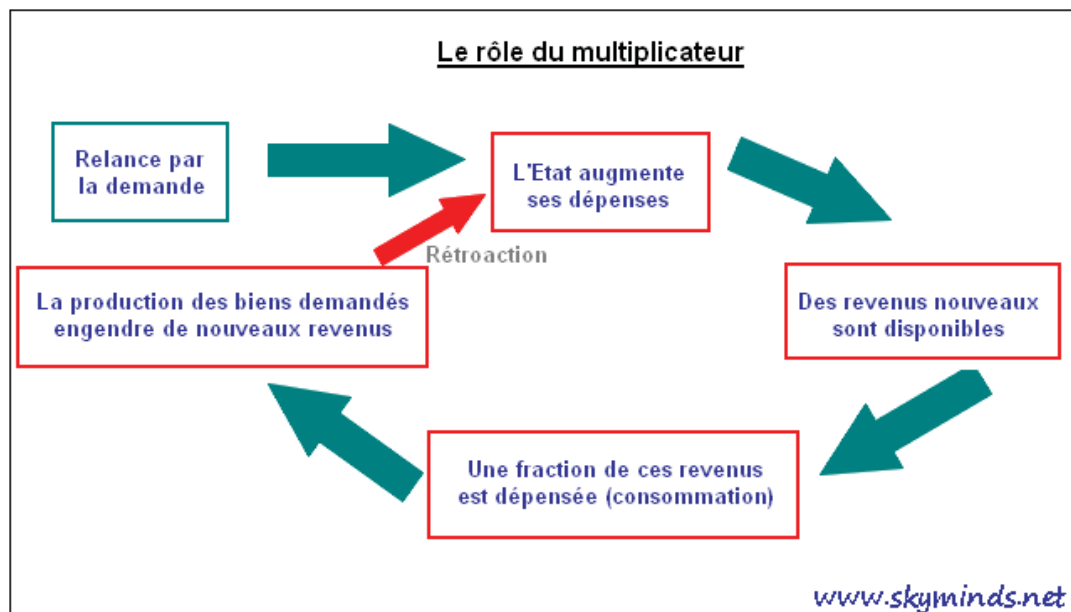
Le rôle des gains de productivité sur la croissance s'explique par la multiplicité de ses affectations : une augmentation des profits qui permet d'investir à nouveau, une baisse des prix et une hausse des salaires qui assure une augmentation de la demande, tant au niveau interne qu'au niveau international (exportations). L'investissement a donc un effet positif sur la croissance par deux biais : l'effet de l'offre et celui de la demande.

2.2 – L'effet sur la demande

Cette augmentation de la demande va certes se porter sur des produits déjà existant, mais aussi sur de nouveaux produits. En effet, quand le revenu augmente, la consommation de produits anciens augmente, mais moins rapidement que le revenu, car un phénomène de saturation apparaît. L'augmentation des ressources sert surtout à acquérir de nouveaux biens et services. Les innovations de produits jouent alors un rôle : en proposant de nouveaux biens et services, qui nécessitent de nouveaux équipements de production, les entreprises évitent la saturation des ménages et s'assurent des débouchés en croissance.

L'investissement génère donc de la demande : apparaît alors l'effet multiplicateur développé par Keynes.

Schéma 1 : Le multiplicateur keynésien



Source : www.skyminds.net

Si nous prenons comme hypothèse l'économie fermée du pays (ou peu ouverte), une hausse de la demande se traduit par une augmentation de la production. Celle-ci entraîne des revenus d'un montant équivalent. Cette hausse des revenus engendre une hausse de la consommation d'un montant inférieur, car une partie est épargnée (cela dépend de la propension à consommer : part du revenu consommée). Il existe alors une nouvelle augmentation de la demande, qui engendre une hausse de la production et à nouveau une hausse des revenus qui se traduit par une augmentation moindre de la consommation. Ce mécanisme va continuer jusqu'au moment où toute la hausse des revenus s'est transformée en épargne. A la fin de la période, l'augmentation de la demande s'est accompagnée d'une augmentation plus forte de la production.

Toutes les formes de demande (des ménages, des entreprises - de l'Etat) ont ce pouvoir multiplicateur, mais l'effet multiplicateur est différent selon le type de demande. L'augmentation du revenu des ménages est celui qui a l'effet le plus faible, car la hausse du revenu ne se traduit pas par une augmentation équivalente de la consommation, dans la seule mesure où une partie est épargnée dès le début. Les dépenses publiques et l'investissement ont l'effet multiplicateur le plus élevé. L'investissement est donc un facteur de croissance de manière indirecte par le biais de la demande, tout simplement parce qu'un investissement se traduit par une augmentation de la demande et une hausse plus grande de la production.

L'investissement influence aussi la croissance, par ses effets sur l'offre. L'investissement et la croissance sont donc reliés par un cercle vertueux : la croissance, par la hausse des revenus qu'elle génère, permet à la fois de financer l'investissement (par les profits) et motive l'investissement (par la hausse de la demande due à la hausse des salaires). En retour, l'investissement génère une nouvelle période de croissance, car il permet l'augmentation des débouchés et une amélioration des conditions de l'offre.

Cette relation essentielle entre investissement et croissance explique donc que toutes les écoles de pensée s'accordent sans peine pour reconnaître la nécessité de comprendre et de prévoir son évolution. Ainsi, le rôle central de l'investissement sur la croissance est un des rares points où les libéraux et les keynésiens sont d'accord.

Section 3 : Revue sur les Etudes utilisant la fonction de production et le modèle VAR

L'action la plus créatrice de richesse est sans aucun doute l'investissement. Celui-ci est réalisé à la fois par l'Etat et par le secteur privé. Nous considérons que les actions entreprises par le secteur public ont un effet important sur la performance macroéconomique du pays. Ainsi, l'investissement public, par exemple, peut affecter l'investissement privé et la croissance économique de long terme. Pour faire le lien entre l'investissement et la croissance de l'économie, il convient cependant de distinguer, en particulier dans le cas du secteur public, l'investissement en équipements productifs de celui en équipements collectifs. Le premier désigne toute activité publique qui donne lieu à une production comptabilisée dans la production intérieure brute, tandis que le second concerne les activités qui rendent des services non productifs au sens de "non comptabilisés dans la production intérieure brute". Pour cette étude nous se référons à la définition classique de l'investissement, c'est-à-dire l'acte qui consiste à créer des biens de capital : biens de production ou d'équipement¹².

¹²Source : Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES « CONTRIBUTIONS DES DEPENSES PUBLIQUES ET PRIVEES DE CAPITAL A LA CROISSANCE ECONOMIQUE EN COTE D'IVOIRE » Octobre 2005 E. N° 124

Tableau 1 : Etudes ayant recours à la fonction de production et au modèle VAR

| Etudes | Niveau d'agrégation | données | conclusions |
|---------------------------|--|--------------------------------------|---|
| Aschauer (1989) | E.U. | Séries temporelles (1949-85) | Relation positive et significative entre la productivité et l'investissement public |
| Shioji (2001) | E.U. et Japon | Panel (1958-78) | Effet positif et significatif de l'investissement en infrastructures dans les deux pays |
| Ramirez (1998) | Chili | Séries temporelles (1960-93) | Effet positif et très significatif de l'investissement public sur la croissance |
| Ram (1996) | 53 pays en développement | Panels (1973-80 ; 1980-85 ; 1985-90) | Investissement public plus productif que l'investissement privé |
| Nourzad (2000) | 12 pays industrialisés et en développement | Panel (1976-89) | Effet positif et significatif de l'investissement public sur la productivité du travail |
| Mc Millan et Smyth (1994) | E.U | modèle VAR | Aucun effet du capital public sur la croissance |
| Devaradjan et al. (1996) | 43 pays en développement | Séries temporelles 1970-90 | Effet positif mais non significatif des dépenses publiques totales sur la croissance. |

Sources : Sturm (1998) et Ashipala et Ndeutalala (2003)

L'impact positif de l'investissement privé sur l'expansion de l'économie est admis de tous. Mais il n'en est pas de même de celui de l'investissement public, même si la théorie est claire sur la relation positive entre ce dernier et la croissance. Au plan empirique, l'effet du capital public sur la croissance économique continue de susciter des débats, à cause des résultats contradictoires.

Conclusion de la première partie

En somme la politique budgétaire demeure un instrument de relance si le pays présente des capacités de production inutilisées ou de relance de l'économie en récession. A présent presque la majorité des Etats privilégient la stabilité macro-économique tout en utilisant des politiques de désinflation qui imposent la rigueur budgétaire. Ainsi, le FMI avait prévu dans son rapport de perspectives d'avril 2013 que la politique budgétaire reste plus ou moins neutre dans les pays en développement.

Les économies sont de plus en plus ouvertes et la mise en œuvre des politiques économiques en est tout naturellement influencée. En fait, la qualité des politiques menées joue un rôle important pour expliquer les différences de croissance entre les pays.

L'influence de la politique budgétaire dépend des conditions d'ouvertures et de change. Ainsi, il faut laisser varier les déficits selon la conjoncture sans dépasser les 3% du PIB.

Les prévisions des agents privés déterminent le succès ou l'échec des politiques d'expansion des dépenses ou d'ajustement au travers des comportements de consommateur, d'épargne et de contribution productive. La politique budgétaire est en rapport étroit avec la croissance économique par le biais des dépenses d'infrastructures et des dépenses d'avenir. L'élévation du stock de capital public accroît la productivité de facteurs capital et travail et relève le taux de croissance de long terme.

Après avoir vu le concept de la politique budgétaire et les investissements, ainsi il faut prendre en compte la situation de Madagascar sur l'étude de la politique budgétaire et les investissements malgache entre 1997 et 2012.

**PARTIE II : POLITIQUE BUDGETAIRE, CERCLE VERTUEUX
ENTRE L'INVESTISSEMENT ET LA CROISSANCE
ECONOMIQUE A MADAGASCAR**

Chapitre 3 : Evolution de la politique budgétaire

Sur le plan économique, Madagascar a connu depuis l'indépendance quatre grandes périodes. D'abord dans les années 80, il y avait le programme d'ajustement structurel ou P.A.S, et à partir de 2002 il y avait à Madagascar le Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté ou D.S.R.P. En 2007, nous avons le Madagascar action plan (MAP). En 2009, la crise fait surface et nous avons seulement un document consolidé intérimaire pour un plan de développement. Malgré ce document le pays demeure parmi les pays en développement. Pourtant, la Grande île regorge beaucoup des ressources.

Section 1 : Potentiel et atouts du pays

Madagascar est la quatrième plus grande île du monde avec une superficie 595 790 Km². Grâce à ses ressources naturelles et son positionnement géographique dans l'océan indien entre l'Afrique, l'Orient et l'Asie, Madagascar dispose d'atouts majeurs pour devenir un pays émergent.

Le pays compte plus de 22 millions d'habitants¹³. La population est jeune et diversifiée. Les accords de coopération signés avec les organisations sous régionales lui permettent d'accéder à un marché de plus de 400 millions de consommateurs. Madagascar est bien doté en ressources naturelles de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, en passant par les mines, les pétroles et le tourisme, le pays dispose d'atouts significatifs pour développer une économie émergente capable de le hisser rapidement au premier rang des pays à niveau de développement humain intermédiaire.

Section 2 : Politique budgétaire

2.1- Politique budgétaire entre 1997 et 2002

Le processus d'ajustement structurel s'est développé au cours de l'année 1996, il est poursuivi en 1997 avec l'exécution des mesures de réformes macro-économiques et sectorielles.

¹³Source: CIA World Fact book-version janvier 2011

Les progrès réalisés dans différents domaines ont conduit en Octobre 1996 à l'approbation par le Conseil d'Administration du FMI et en Mars 1997 par celui de la Banque Mondiale des options économiques fondamentales du gouvernement axées sur la libéralisation de l'économie, la séparation du rôle, de la fonction de l'Etat et du secteur privé, la privatisation des entreprises publiques, le développement du secteur privé et l'ouverture vers l'extérieur, la maîtrise de l'inflation et l'assainissement du secteur privé¹⁴.

La politique macro-économique pour 1997 et 1998 s'inscrivait toujours dans le cadre de l'ajustement structurel par la consolidation du retour aux grands équilibres notamment celui des Finances publiques.

Etant donné que le pays avait traversé une période difficile en raison de l'insuffisance des ressources financières, une politique restrictive en matière de dépenses qui a été marquée par le blocage de crédit effectué au début de l'année 1998 sur les dépenses de fonctionnement hors solde pour un montant de 17 514 956 000 Fmg dans le souci d'adapter le volume des dépenses à celui des recettes fiscales.

Des actions visant essentiellement à poursuivre l'assainissement de l'environnement économique et renforcer l'investissement étaient envisagées.

En 1999, la politique d'ouverture et le programme de privatisation ont été adoptés par l'Etat¹⁵.

En 2000 et 2001, le Gouvernement avait renforcé sa politique de gestion macro-économique prudente ainsi que ses politiques sectorielles et structurelles appropriées. Et ainsi que la conception et la définition des procédures de lutte contre la pauvreté¹⁶.

Le Budget 2002 s'inscrivait dans le cadre de la continuité. Mais la crise avait pris le dessus¹⁷.

¹⁴Source : Loi N°98 013 portant Loi Rectificative à la Loi de Finances pour 1998

¹⁵Source : Loi N°99 032 portant Loi de Finances pour 2000.

¹⁶Source : Projet de Loi N°27 / 2000 du 09 novembre 2000 portant LF pour 2001.

¹⁷Source : Loi N°2001 029 portant Loi de Finances pour 2002

2.2- Politique budgétaire entre 2003 et 2008

2.2.1-Entre 2003 et 2004

Les autorités ont reconnu le rôle économique de la fiscalité et ont engagé une réforme pour en améliorer le recouvrement et l'efficacité. Deux dispositions étaient en vigueur en matière de fiscalité pour les entreprises : le régime de droit commun, qui s'applique à toutes les opérations relatives au marché local ; et le régime préférentiel de zone franche, réservé aux entreprises exportatrices. Pour le régime de droit commun, l'État accorde plusieurs réductions d'impôts et taxes sur les investissements. Pour le régime de zone franche industrielle (ZFI), une mesure d'incitation plus poussée est appliquée. Les entreprises bénéficient d'une exonération pendant une durée de 5 à 10 ans de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS) suivant le secteur d'activité, d'une exonération de la taxe professionnelle, et d'une exonération des taxes indirectes (droits de douane et taxe sur la valeur ajoutée (TVA)) sur les biens d'équipement seulement¹⁸.

En 2004, des réformes fiscales importantes ont été introduites dans la loi de finance, notamment la réduction du taux maximum des taxes douanières de 35 pour cent à 20 pour cent ; et un certain nombre de restructurations dans le tarif douanier. Ces ajustements de taux ont entraîné la hausse de certaines taxes frappant les marchandises importées, tant les matières premières que les produits finis pour la consommation finale. Après la crise de 2002, les autorités ont décidé d'augmenter les dépenses publiques afin de poursuivre la croissance¹⁹.

Les autorités malgaches se sont engagées dans des réformes qui à terme devraient permettre le développement du secteur privé. Le gouvernement malgache poursuivait la politique de désengagement de l'État des activités économiques de production. La politique de privatisation est progressive et assez lente.

Dans le cadre de la politique de réformes du secteur public, un accent particulier a été mis sur la promotion du secteur privé, la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption avec la création d'un Conseil supérieur de lutte contre la corruption. La modernisation du système des finances publiques avait permis une meilleure intégration de la nouvelle approche des partenaires financiers, qui privilégie les aides budgétaires. Elle rationalise le processus d'élaboration budgétaire par l'intégration, au sein de la Direction générale des dépenses publiques, de la Direction des investissements publics.

¹⁸Source : ORDONNANCE N°2002 005 portant Loi de Finances pour 2003.

¹⁹Source : BAFD/OCDE 2005 Perspectives économiques en Afrique.

Cette unification permet la mise en place d'un budget consolidé incluant le fonctionnement hors salaires, le salaire et les investissements (y compris la dette publique), et se traduit par un renforcement de la Direction générale des dépenses publiques. L'ensemble du processus d'exécution budgétaire est informatisé pour résoudre les problèmes de lourdeurs et de lenteurs administratives, et accroître la transparence. Cette réforme était achevée à la fin de l'année 2004. La réforme des finances publiques constitue une des principales mesures d'instauration de la bonne gouvernance. Elle porte notamment sur le renforcement des procédures budgétaires et la rationalisation du système de contrôle d'exécution du budget de l'État.

En terme de contrôle des dépenses, le gouvernement a mis en place en 2004 un Comité de réflexion et de réforme des organes de contrôle (CRROC) chargé de restructurer la mission et le fonctionnement des entités chargées de contrôler la régularité des dépenses de l'État²⁰.

2.2.2-Entre 2005 et 2008

En 2005, la politique budgétaire consiste en la consolidation des réformes déjà engagées depuis les années passées: la rationalisation du système fiscal et douanier, la meilleure gestion des dépenses et la maîtrise du déficit public. Par ailleurs, la gestion des finances publiques était modernisée par l'utilisation du système intégré de gestion des finances publiques (SIGFP).

Dans le domaine des dépenses publiques, l'année 2005 était marquée par l'instauration d'un cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) et d'un budget de programme, en vue d'assurer la cohérence entre le budget et la stratégie de développement. L'application effective des différents textes légaux et réglementaires, ont été adoptés au cours des années 2004 et 2005 destinés à améliorer la gestion des dépenses (marchés publics, contrôle budgétaire, discipline budgétaire et financière...).

Les dépenses ont été caractérisées d'une manière générale par le renforcement de la lutte en faveur de la réduction de la pauvreté, la poursuite de l'assainissement de la gestion des finances publiques et la reconsidération du pouvoir d'achat des fonctionnaires²¹.

²⁰Source : Loi N°2004 044 du 10 janvier 2005 portant Loi de Finances pour 2005.

²¹Source : Projet de Loi N°34 2005 du 27 octobre 2005 portant Loi de Finances pour 2006.

L'amélioration de la gestion macro-économique et financière dans le sens de la bonne gouvernance s'était traduit pour l'année 2006 par :

- la mise en place d'un système fiscal incitatif aux investissements privés, notamment par l'adoption d'une nouvelle structure tarifaire et la réduction et/ou la suppression de certaines taxes et/ou redevances,
- le renforcement de la liaison entre la politique budgétaire et la réduction de la pauvreté par l'alignement des objectifs et indicateurs du Budget de programmes avec celui du DSRP, et
- l'opérationnalisation et le renforcement des organes de contrôle.

La gestion des finances publiques a été modernisée. Le cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) et le budget de programme ont été également instaurés afin d'assurer la cohérence entre le budget et la stratégie de développement. Le Système Intégré d'Information et de Gestion des Finances Publiques est opérationnel depuis juillet 2005 dans les six Faritany.

L'année 2006 a été marquée par les allègements de dettes au titre de l'Initiative d'Annulation de Dettes Multilatérales (IADM), ainsi que par des programmes avec les bailleurs de fonds, entres autres le nouveau programme triennal avec le FMI dans le cadre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC)²².

En 2007, la politique économique était orientée vers l'expansion, la relance de l'offre globale et l'accroissement de l'investissement du secteur public, notamment dans les secteurs prioritaires tels que l'éducation, la santé, l'infrastructure et la justice. Aussi, dans le secteur privé dans un prolongement de la chaîne des valeurs, l'économie de subsistance avait évolué vers l'économie de marché, l'économie rurale avait connu une extension vers l'économie industrielle tandis que l'ouverture vers l'extérieur s'était renforcé par les échanges commerciaux internationaux et régionaux.

L'assainissement des finances publiques était poursuivi en 2007. Les autorités avaient appliqué davantage le maintien dynamisme, l'acquis, la suite aux réformes qui ont été déjà entreprises. Les ressources dégagées par l'allègement de la dette au titre de l'IADM étaient allouées aux dépenses prioritaires conformément au DSRP et au MAP²³.

²²Source : Projet de Loi N°38 2006 du 19 octobre 2006 portant Loi de Finances pour 2007.

²³Source : Loi N°2008 – 021 du 23 Juillet 2008 portant Loi de Finances Rectificative pour 2008.

En 2008, la politique de subvention des transports et une politique monétaire prudente ont été adoptées afin de maîtriser l'inflation,...

Les efforts entamés dans la réforme des finances publiques se poursuivent pour le deuxième semestre 2008 dont principalement le renforcement du système de contrôle interne et externe, l'amélioration du reporting budgétaire, le renforcement de la préparation budgétaire, le renforcement et le développement des activités de l'administration fiscale et de l'administration douanière.

L'objectif primordial des finances publiques demeure la réduction des tensions inflationnistes et la protection des couches vulnérables. Ce qui se traduit par les différentes mesures prises tant en matière de ressources que de dépenses en 2008.

En vue de préserver le déficit, l'administration respecte la politique de soutenabilité de la dette, aussi bien en endettement intérieur qu'extérieur. En effet, l'année 2008 est celle des négociations pour les allègements, voire annulations de dettes avec les partenaires financiers. Si les ressources intérieures sont essentiellement affectées aux dépenses prioritaires, le recours de l'Etat au financement monétaire reste toujours à un niveau constant. Aussi, avec une légère augmentation du niveau des dépenses ainsi que des recettes, le déficit budgétaire s'établit à 4,5%²⁴.

2.3- Politique budgétaire entre 2009 et 2012

En matière de finances publiques, l'année 2009 était marquée par la continuité de la volonté du gouvernement de mieux allouer les dépenses publiques et d'augmenter les recettes fiscales par la poursuite et la consolidation des réformes de la gestion des finances publiques déjà engagées depuis les années précédentes. De même, pour une gestion efficace des dépenses publiques et en conformité avec la politique du gouvernement de promouvoir le développement à partir des régions, ces dernières étaient impliquées dans la définition et la mise en œuvre de la politique budgétaire²⁵.

²⁴Source : Projet de Loi N°24 2008 du 23 octobre 2008 portant Loi de Finances pour 2009.

²⁵Source : ORDONNANCE N°2010 -006 du 06 septembre 2010 portant Loi de Finances Rectificative pour 2010.

Pour 2010, l'austérité et la relance étaient les deux principaux objectifs. L'austérité touche la diminution des dépenses publiques. Parallèlement à cela, l'exécution et la poursuite des programmes sectoriels avec une priorité aux secteurs porteurs a été suivi²⁶.

En ce qui concerne la relance, les mesures touchant les recettes contenaient des dispositions relatives au maintien de l'emploi et à la reprise des activités économiques.

Le Ministère de Finance et du Budget a consolidé les demandes du secteur privé pour répondre à certaines revendications globales. Il avait également envisagé de voir au niveau de chaque secteur les possibilités de la mise en place de mesures nécessaires à la relance des activités.

Dans le cadre de l'objectif d'augmentation des recettes, le gouvernement comptait sur les mesures de sécurisation du recouvrement fiscal et douanier.

En 2011 et 2012, en matière de finances publiques, la politique d'austérité était poursuivie.

Ainsi, la Loi de Finance 2012 avait traduit la volonté du gouvernement afin de pouvoir et assurer une politique de continuité visant principalement une plus grande stabilité économique²⁷.

Depuis 2007, l'Etat malgache réduit les taux d'imposition de l'impôt sur les revenus (IR), passant de 25% à 20% pour 2013. En matière des recettes nous constatons une politique budgétaire expansionniste. Mais pour les dépenses publiques à partir de 2009, nous observons une réduction qui entraîne une politique restrictive.

²⁶Source : Projet de Loi N°001- 2010 du 19 novembre 2010 portant Loi de Finances pour 2011

²⁷Source : Loi N°2011- 015 du 28 Décembre 2011 portant Loi de Finances pour 2012.

Chapitre 4 : CAS DES INVESTISSEMENTS MALGACHES

Les investissements et la croissance économique sont très importants pour l'économie de la grande île. Ainsi, une analyse de ces deux éléments est indispensable.

Section 1 : Régression linéaire multiple

C'est une analyse statistique qui décrit les variations d'une variable endogène associée aux variations de plusieurs variables exogènes. La régression linéaire multiple est une généralisation, à p variables explicatives, de la régression linéaire simple. La variable endogène (Y_i) est la variable que nous essayons d'expliquer. Et les variables exogènes ($(X_{i1}), (X_{i2}), \dots$) sont des variables explicatives. i étant compris entre 1 et 16.

Nous cherchons à expliquer, avec le plus de précision possible, les valeurs prises par Y_i , dite variable endogène, à partir d'une série de variables explicatives X_{i1}, \dots, X_{ip} . Le modèle théorique, formulé en terme de variables aléatoires, prend la forme :

$$Y_i = a_0 + a_1 X_{i1} + a_2 X_{i2} + \dots + a_p X_{ip} + \varepsilon_i, \quad i = 1, \dots, n$$

Où ε_i est l'erreur du modèle qui exprime, ou résume, l'information manquante dans l'explication linéaire des valeurs de Y_i à partir des X_{i1}, \dots, X_{ip} (problème de spécifications, variables non prises en compte, etc.). a_0, a_1, \dots, a_p sont les paramètres à estimer.

Pour faire une régression linéaire il revient à déterminer les a_0, a_1 et a_2 et ε_i tels que, quelle que soit la mesure prise, nous ayons :

$$y_i = a_0 + a_1 x_{i1} + a_2 x_{i2} + \varepsilon_i$$

Avec les hypothèses stochastiques de base suivantes :

- Les variables économiques doivent être continues et à valeur dans \mathbb{R} ,
- L'erreur ε_i est une variable aléatoire qui suit la loi normale,
- L'espérance mathématique des erreurs doit être nulle ($E(\varepsilon_i) = 0$),

- Les erreurs sont statistiquement indépendantes ($E(\varepsilon_i \cdot \varepsilon_j) = 0$),
- Les variables exogènes sont certaines (ne comporte pas d'élément aléatoire),
- Non corrélation entre les variables exogènes.

Section 2 : analyses et interprétations des principaux modèles

2.1-les investissements publics, les investissements privés, la croissance économique et le temps

Où Y : désigne l'investissement public, X_3 : les investissements privés, X_2 : la croissance économique et X_1 : le temps.

Rappelons les hypothèses stochastiques que : les valeurs de X sont observées sans erreur (X non aléatoire), l'espérance mathématique de l'erreur est nulle, la variance de l'erreur est constante, les erreurs sont non corrélées, les variables exogènes et les erreurs sont indépendantes par hypothèse (covariance nulle).

Tableau 2 : Estimation des coefficients par la méthode de la droite de régression

| | | | |
|------------------|----------------------------|------------------|--------------------|
| $a_3=0,09$ | $a_2=0,23$ | $a_1=0,12$ | $a_0=-237,28$ |
| $\delta_3'=0,13$ | $\delta_2'=0,14$ | $\delta_1'=0,19$ | $\delta_0'=381,31$ |
| $R^2=0,26$ | $\delta_\varepsilon'=2,68$ | | |
| $F_c=1,44$ | $ddl=12,00$ | | |
| $SCE=31,09$ | $SCR=86,50$ | | |

L'équation de la régression s'écrit : $\hat{y} = -237,28 + 0,12X_1 + 0,23X_2 + 0,09X_3$

Le coefficient de détermination $R^2 = 0,26$; nous avons R^2 inférieur à 0,5 donc l'équation de la régression n'est pas pertinente.

$r^2_{\text{Ajusté}} = 0,08 < 0,5$; cela confirme la non pertinence de l'équation de la régression.

La relation qui lie ces variables est faible. Seulement 8% des points peuvent être observés sur la droite de régression.

Etude de non stationnarité

Le test de Dickey-Fuller nous permettra de mettre en évidence le caractère stationnaire ou non par la détermination d'une tendance déterministe ou stochastique.

$H_0 : \varphi=1$, est retenue dans l'un de ces trois modèles, le processus est non stationnaire.

$$(1) Y_t = \varphi Y_{t-1} + \varepsilon_t$$

$$(2) Y_t = \varphi Y_{t-1} + \beta + \varepsilon_t$$

$$(3) Y_t = \varphi Y_{t-1} + bt + c + \varepsilon_t$$

| i | 1 | 2 | 3 |
|--|---|---|---|
| $\hat{\varphi}$ | 0,991 | 0,925 | -0,034 |
| $\hat{\delta}$ | 0,04 | 0,043 | 0,028 |
| $t_{\hat{\varphi}=\hat{\varphi}/\hat{\delta}}$ | 24,775 | 21,512 | -1,214 |
| $t_{\hat{\varphi}}$ | 24,775 | 21,512 | 1,214 |
| $t_{\text{tabulé}}$ | -1,95 | -3 | 3,60 |
| | $t_{\hat{\varphi}} > t_{\text{tabulé}}$ | $t_{\hat{\varphi}} > t_{\text{tabulé}}$ | $t_{\hat{\varphi}} < t_{\text{tabulé}}$ |
| Décisions | non stationnaire | non stationnaire | stationnaire |

Alors, nous acceptons l'hypothèse H_0 ; il existe une racine unité. Le processus n'est donc pas stationnaire.

Test de Fisher avec $\alpha=10\%$

Les hypothèses sont :

H_0 : $a_i=0$ et **H_1** : $a_i \neq 0$

Tableau 3 : ANOVA

| Source de variation | Degré de liberté (ddl) | Somme des carrés | Moyennes des carrés | Fc | VCT |
|---------------------|------------------------|------------------|---------------------|------|------|
| Régression | 3 | 31,09 | 10,36 | 1,44 | 0,11 |
| Résidus | 12 | 86,50 | 7,21 | | |

$f_c \geq VCT$ alors (H_0) est fausse. Donc le modèle est globalement explicatif.

Test de Student avec $\alpha=10\%$ la loi inverse bilatérale (Test de Significativité individuelle)

Hypotheses:

H0: $a_i=0$ pour i fixé

H1: $a_i \neq 0$ pour i fixé

| i | 3 | 2 | 1 | 0 |
|------------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| \hat{a}_i | $a_3=0,09$ | $a_2=0,23$ | $a_1=0,12$ | $a_0=-237,28$ |
| $\sigma_{\hat{a}_i}$ | $\delta_3'=0,13$ | $\delta_2'=0,14$ | $\delta_1'=0,19$ | $\delta_0'=381,31$ |
| $t_c=\hat{a}_i/\sigma_{\hat{a}_i}$ | 0,69 | 1,64 | 0,63 | -0,01 |
| $ t_c $ | 0,69 | 1,64 | 0,63 | 0,01 |
| t_α | 2,18 | 2,18 | 2,18 | 2,18 |
| | $ t_c < t_\alpha$ | $ t_c < t_\alpha$ | $ t_c < t_\alpha$ | $ t_c < t_\alpha$ |
| Décisions | non significative | non significative | non significative | non significative |

D'où le test de student que nous venons d'effectuer ci-dessus nous a permis de conclure que les variables exogènes n'expliquent pas d'une façon significative la variation de Y (les investissements publics).

Test de Durbin-Watson

Pour $\alpha=10\%$, un test Bilatéral avec $n=16$

nous supposons que :

$$\varepsilon_{i-\alpha} = \varepsilon_{i-1} + v_i, \text{ avec } v_i \sim n(0, \sigma_v)$$

H0 : $\alpha=0$, pas d'autocorrélation

H1 : $\alpha \neq 0$, existence d'autocorrélation

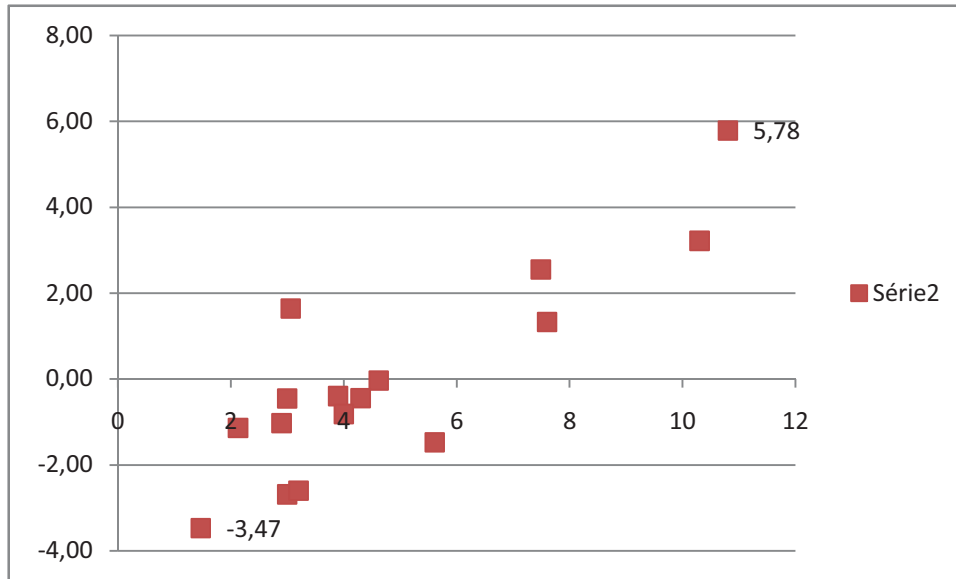
$$d = DW = 1,31$$

$$d_{1\text{table}} = d_L = 0,86$$

$$d_{2\text{table}} = d_U = 1,73$$

D'où le modèle est remis en cause. Nous sommes dans un cas d'incertitude. Le modèle est mal spécifié.

Graphique 1 : résidus en fonction des endogènes (les investissements publics)



L'axe des abscisses représente la variable endogène (les investissements publics). Nous avons comme axe des ordonnées les résidus.

Le graphique des résidus en fonction de l'endogène et des exogènes (le temps) nous permet de voir d'une façon évident qu'il n'existe pas des résidus atypiques.

Test de symétrie de la distribution des résidus

Le test est basé sur le coefficient d'asymétrie noté γ_1 et $\gamma_1 = 0$ veut dire que la distribution est normale.

Hypothèses du Test :

H0: $\delta_i \rightarrow N(0, \sigma_\epsilon)$ c'est-à-dire l'asymétrie = 0

H1: $\delta_i \rightarrow N(0, \sigma_\epsilon)$ Asymétrie $\neq 0$

Calcul de la VST: $c_1 = (g_1 - m_1) / \sigma_1$

Coefficient d'asymétrie empirique:

| | |
|----|------|
| g1 | 0,13 |
| m1 | 0 |
| s1 | 0,61 |
| c1 | 0,21 |

Calcul de la VCT

VCT: $U_{1-\alpha/2} = 1,28$

Nous avons $|c1| < U_{1-\alpha/2}$, donc nous acceptons H_0 , le coefficient d'aplatissement est significativement égale à 0, ce qui veut dire que la distribution est normale.

Test basé sur l'aplatissement de la distribution

Ce test complète le précédent en intégrant le coefficient d'aplatissement γ_2 .

Les hypothèses du Test sont :

H0: $\sigma \rightarrow N(0, \sigma_\varepsilon)$ $\gamma_1=0$ et $\gamma_2=0$ Aplatissement =0

H1: $\sigma \rightarrow N(0, \sigma_\varepsilon)$ Aplatissement $\neq 0$

Calcul de la VST $C2=(g2-m2)/s2$;

| | |
|-----|-------|
| g2 | 3,27 |
| m2 | 0 |
| s2 | 1,22 |
| c2 | 2,68 |
| VCT | -1,64 |

Nous avons que $|c2| > U_{1-\alpha/2}$, donc nous rejetons H_0 : l'aplatissement=0, la distribution ne suit pas une loi normale. Puisque le test de Jarque Bera synthétise les deux (02) tests qui sont basés sur le coefficient d'aplatissement et de symétrie.

Pour tester si les résidus suivent une loi normale, nous allons procéder à ce test à titre de confirmation.

Test de Jarque-Bera avec alfa=5%

Hypothèses:

H0: g_1 et g_2 sont asymptotiquement indépendants

H1: g_1 et g_2 sont dépendantes

| | |
|-----|-------|
| g1 | 0,13 |
| g2 | 3,27 |
| T | 1,895 |
| VCT | 4,40 |

Nous avons $T < VCT$ (suit loi de khi deux) donc nous acceptons H_0 : g_1 et g_2 sont asymptotiquement indépendants, les résidus suivent une loi normale.

2.2- Deuxième modèle : investissements privés, investissements publics, croissance économique et le temps

Où Y désigne les investissements privés ; X_3 : les investissements publics ;

X_2 : le taux de croissance économique et X_1 : le temps

Tableau 4 : Estimation des coefficients par la méthode de la droite reg

| | | | |
|-------------------|-----------------------------|-------------------|---------------------|
| $a_3=0,41$ | $a_2=-0,31$ | $a_1=0,84$ | $a_0=-1673,36$ |
| $\delta_3 '=0,61$ | $\delta_2 '=0,31$ | $\delta_1 '=0,34$ | $\delta_0 '=678,01$ |
| $R^2=0,46$ | $\delta_\varepsilon '=5,77$ | | |
| $F_c=3,47$ | $ddl=12,00$ | | |
| $SCE=346,59$ | $SCR=399,41$ | | |

$$Y = -1673,36 + 0,84X_1 - 0,31X_2 + 0,41X_3$$

Le coefficient de détermination $R^2 = 0,46$; nous avons R^2 inférieur à 0,5 donc l'équation de la régression n'est pas pertinente.

$r^2_{\text{Ajusté}} = 0,32 < 0,5$; cela confirme la non pertinence de l'équation de la régression.

La relation qui lie ces variables est faible. Seulement 32% des points peuvent être observés sur la droite de régression.

Etude de non stationnarité

$H_0 : \varphi=1$, le processus est non stationnaire.

$$(1) Y_t = \varphi Y_{t-1} + \varepsilon_t$$

$$(2) Y_t = \varphi Y_{t-1} + \beta + \varepsilon_t$$

$$(3) Y_t = \varphi Y_{t-1} + bt + c + \varepsilon_t$$

| i | 1 | 2 | 3 |
|---|--|--|--|
| φ^\wedge | 0,993 | 0,895 | -0,033 |
| δ^\wedge | 0,041 | 0,043 | 0,098 |
| $t_{\varphi^\wedge = \varphi^\wedge / \delta^\wedge}$ | 24,220 | 20,814 | 0,337 |
| $t_{\text{tabulé}}$ | -1,94 | -2,990 | -3,95 |
| | $t_{\varphi^\wedge} > t_{\text{tabulé}}$ | $t_{\varphi^\wedge} > t_{\text{tabulé}}$ | $t_{\varphi^\wedge} > t_{\text{tabulé}}$ |
| Décisions | non stationnaire | non stationnaire | non stationnaire |

D'où, nous pouvons supporter l'hypothèse H_0 ; il existe une racine unité. Le processus n'est donc pas stationnaire.

Test de Fisher avec $\alpha=10\%$

Les hypothèses sont :

H0: $a_i=0$ et **H1:** $a_i \neq 0$

Tableau 5 : ANOVA

| Source de variation | Degré de liberté (ddl) | Somme des carrés | Moyennes des carrés | Fc | VCT |
|---------------------|------------------------|------------------|---------------------|------|------|
| Régression | 3 | 346,59 | 115,53 | 3,47 | 0,11 |
| Résidus | 12 | 399,41 | 33,28 | | |

$F_c > VCT$, alors (H0) est fausse, (H1) est vraie. Il existe une liaison entre les investissements privés, les investissements publics, la croissance économique et le temps. Donc le modèle est globalement explicatif.

Test de Student avec $\alpha=10\%$ la loi inverse bilatérale (Test de Significativité individuelle)

Hypotheses:

H0: $a_i=0$ pour i fixé

H1: $a_i \neq 0$ pour i fixé

| i | 3 | 2 | 1 | 0 |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|---------------------|
| \hat{a}_i | $a_3=0,41$ | $a_2=-0,31$ | $a_1=0,84$ | $a_0=-1673,36$ |
| $\sigma_{\hat{a}_i}$ | $\delta_3 '=0,61$ | $\delta_2 '=0,31$ | $\delta_1 '=0,34$ | $\delta_0 '=678,01$ |
| $t_c = \hat{a}_i / \sigma_{\hat{a}_i}$ | 0,67 | -1 | 2,47 | -2,47 |
| $ t_c $ | 0,67 | 1 | 2,47 | 2,47 |
| t_α | 2,18 | 2,18 | 2,18 | 2,18 |
| | $ t_c < t_\alpha$ | $ t_c < t_\alpha$ | $ t_c > t_\alpha$ | $ t_c > t_\alpha$ |
| Décisions | non significative | non significative | significative | significative |

D'où le test de student que nous venons d'effectuer ci-dessus nous a permis de conclure que seulement la variable exogène X_1 (le temps) explique d'une façon significative la variation de Y(les investissements privés).

Donc, cela nous amène à revoir le modèle en retirant X_3 , X_2 de la régression.

Révision du modèle :

Y : l'investissement privé et X_1 : le temps.

Tableau 6 : Estimation des coefficients par la méthode de la droite reg

| | |
|------------------|--------------------|
| $a_1=0,96$ | $a_0=-1902,31$ |
| $\delta'_1=0,30$ | $\delta'_0=605,67$ |
| $R^2=0,42$ | $\delta=5,57$ |
| $F_c=10,03$ | $ddl=14,00$ |
| $SCE=311,43$ | $SCR=434,57$ |

$$Y = -1902,31 + 0,96X_1$$

Le coefficient de détermination $R^2 = 0,42$; nous avons R^2 inférieur à 0,5 donc l'équation de la régression n'est pas pertinente.

$r^2_{\text{Ajusté}} = 0,38 < 0,5$; cela confirme la non pertinence de l'équation de la régression.

La relation qui lie ces variables est faible. Seulement 38% des points peuvent être observés sur la droite de régression.

Test de Fisher avec $\alpha=10\%$

Les hypothèses sont :

H0: $a_i=0$

H1: $a_i \neq 0$

Tableau 7 : ANOVA

| Source de variation | Degré de liberté (ddl) | Somme des carrés | Moyennes des carrés | F_c | VCT |
|---------------------|------------------------|------------------|---------------------|-------|-------|
| Régression | 1 | 311,43 | 311,43 | 10,03 | 0,004 |
| Résidus | 14 | 434,57 | 31,04 | | |
| Total | 15 | | | | |

Alors (H0) est fautive, (H1) est vraie. Il existe une liaison entre les investissements privés et le temps. Donc le modèle est globalement explicatif.

Test de Student avec $\alpha=10\%$ la loi inverse bilatérale (Test de Significativité individuelle)

Hypothèses:

H0: $a_i=0$ pour i fixé

H1: $a_i \neq 0$ pour i fixé

| i | 1 | 0 |
|------------------------------------|------------------|--------------------|
| \hat{a}_i | $a_1=0,96$ | $a_0=-1902,31$ |
| $\sigma_{\hat{a}_i}$ | $\delta'_1=0,30$ | $\delta'_0=605,67$ |
| $t_c=\hat{a}_i/\sigma_{\hat{a}_i}$ | 3,2 | -3,14 |
| $ t_c $ | 3,2 | 3,14 |
| t_α | 2,14 | 2,14 |
| | $ t_c >t_\alpha$ | $ t_c >t_\alpha$ |
| Décisions | significative | significative |

D'où le test de student que nous venons d'effectuer ci-dessus nous a permis de conclure que la variable exogène X_1 (le temps) explique d'une façon significative la variation de Y (les investissements privés).

Test de Durbin-Watson

C'est un test bilatéral avec $\alpha=10\%$
nous supposons que :

$\epsilon_i = \alpha \epsilon_{i-1} + V_i$, avec V_i suit la loi normale centrée réduite.

H0 : $\alpha=0$, pas d'autocorrélation

H1 : $\alpha \neq 0$, existence d'autocorrélation

$d=DW=1,64$

$d_{1table}=dL=0,86$

$d_{2table}=dU=1,73$

$4-dL= 3,14$

$4-dU=2,27$

$dL=0,86 < DW=1,64 < dU=1,73$

D'où le modèle est remis en cause. Nous sommes dans un cas d'incertitude.
Le modèle est mal spécifié.

2.3- Troisième modèle : la croissance économique, les investissements privés, les investissements publics et le temps

Où Y : désigne la croissance économique, X₃ : les investissements privés, X₂ : les investissements publics et X₁ : le temps.

Tableau 8 : estimation des coefficients par la méthode de la droite reg

| | | | |
|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------------|
| a ₃ =-0,24 | a ₂ =0,83 | a ₁ =-0,06 | a ₀ =116,51 |
| δ' ₃ =0,25 | δ' ₂ =0,49 | δ' ₁ =0,37 | δ' ₀ =734,04 |
| R ² =0,24 | δ'ε=5,09 | | |
| Fc=1,29 | ddl=12,00 | | |
| SCE=100,02 | SCR=311,18 | | |

$$Y = 116,51 - 0,06X_1 + 0,83X_2 + 0,24X_3$$

Le coefficient de détermination R² = 0,24 ; nous avons R² inférieur à 0,5 donc l'équation de la régression n'est pas pertinente.

r²_{Ajusté} = 0,05 < 0,5; cela confirme que l'équation de la régression n'est pertinente.

La relation qui lie ces variables est faible.

Etude de non stationnarité

H₀ : φ=1, est retenue dans l'un de ces trois modèles, le processus est non stationnaire.

$$(1) Y_t = \varphi Y_{t-1} + \varepsilon_t$$

$$(4) Y_t = \varphi Y_{t-1} + \beta + \varepsilon_t$$

$$(5) Y_t = \varphi Y_{t-1} + bt + c + \varepsilon_t$$

| i | 1 | 2 | 3 |
|---|--|--|--|
| φ [^] | 0,972 | 0,975 | -0,088 |
| δ [^] | 0,047 | 0,049 | 0,051 |
| t _{φ[^]=φ[^]/ δ[^]} | 20,681 | 19,898 | -1,725 |
| t _{φ[^]} | 20,681 | 19,898 | 1,725 |
| t _{tabulé} | -1,94 | -3,00 | -3,59 |
| | t _{φ[^]} > t _{tabulé} | t _{φ[^]} > t _{tabulé} | t _{φ[^]} > t _{tabulé} |
| Décisions | non stationnaire | non stationnaire | non stationnaire |

Alors, l'hypothèse H_0 est vraie ; il existe une racine unité. Le processus n'est donc pas stationnaire.

Test de Fisher avec $\alpha=10\%$

Les hypothèses sont :

H_0 : $a_i=0$ et **H_1 :** $a_i \neq 0$

Tableau 9 : ANOVA

| Source de variation | Degré de liberté (ddl) | Somme des carrés | Moyennes des carrés | Fc | VCT |
|---------------------|------------------------|------------------|---------------------|------|------|
| Régression | 3 | 100,02 | 33,34 | 1,29 | 0,11 |
| Résidus | 12 | 311,18 | 25,93 | | |
| Total | 15 | | | | |

$F_c > VCT$, ainsi l'hypothèse (H_0) est fautive, l'hypothèse (H_1) est vraie. Il existe une liaison entre le taux de croissance, les investissements privés, les investissements publics et le temps. Donc le modèle est globalement explicatif.

Test de Student avec $\alpha=10\%$ la loi inverse bilatérale (Test de Significativité individuelle)

Hypothèses:

H_0 : $a_i=0$ pour i fixé et **H_1 :** $a_i \neq 0$ pour i fixé.

| i | 3 | 2 | 1 | 0 |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| A_i | $a_3=-0,24$ | $a_2=0,83$ | $a_1=-0,06$ | $a_0=116,51$ |
| $\sigma_{\hat{a}_i}$ | $\delta'_3=0,25$ | $\delta'_2=0,49$ | $\delta'_1=0,37$ | $\delta'_0=734,04$ |
| $t_c = \hat{a}_i / \sigma_{\hat{a}_i}$ | -0,96 | 1,69 | -0,16 | 0,16 |
| $ t_c $ | 0,96 | 1,69 | 0,16 | 0,16 |
| t_α | 2,18 | 2,18 | 2,18 | 2,18 |
| | $ t_c < t_\alpha$ | $ t_c < t_\alpha$ | $ t_c < t_\alpha$ | $ t_c < t_\alpha$ |
| Décisions | non significative | non significative | Non significative | Non significative |

D'où le test de student que nous venons d'effectuer ci-dessus nous a permis de conclure qu'il n'existe aucune variables exogènes qui explique d'une façon significative la variation endogène Y(le taux de croissance).

Test de Durbin-Watson

Pour $\alpha=10\%$, un test Bilatéral avec $n=16$

nous supposons que :

$$\varepsilon_i = \alpha \varepsilon_{i-1} + v_i, \text{ avec } v_i \sim n(0, \delta_v)$$

$H_0 : \alpha=0$, (la distribution des erreurs est aléatoire)

$H_1 : \alpha \neq 0$, (il existe une auto corrélation entre les erreurs)

$$d = DW = 2,65$$

$$d_{1\text{table}} = d_L = 0,86$$

$$d_{2\text{table}} = d_U = 1,73$$

$$4 - d_L = 3,14$$

$$4 - d_U = 2,27$$

$$d_U < DW = 2,65 < 4 - d_U ;$$

L'hypothèse (H_0) est vraie donc la distribution des erreurs est aléatoire.

Tableau 10:Récapitulation de trois modèles précédents

| Les relations entre les variables | Les investissements publics | Les investissements privés | La croissance économique | Le temps |
|--|------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|
| Les investissements publics | Forte contribution et corrélation | Faible contribution et corrélation | Faible contribution et corrélation | Faible contribution et corrélation |
| Les investissements privés | Faible contribution et corrélation | Forte corrélation | Faible contribution et corrélation | Forte contribution et corrélation |
| La croissance économique | Faible contribution et corrélation | Faible corrélation | Forte contribution et corrélation | Faible contribution et corrélation |

Section 3 : Analyses et interprétations des autres variables qui peuvent influencer la croissance économique et les investissements

3.1.- Autres variables expliquant la croissance économique

$$Y=0,39X_4+1,03X_3-0,28X_2+0,16X_1+14,52+6,94$$

Où Y désigne le taux de croissance économique ; X_4 =déficit en Milliards d'Euro ; X_3 = Dépenses publiques ; X_2 = Exportations en Milliards de Dollars ; X_1 = Importation en Milliards de Dollars.

Test de corrélation $\alpha=5\%$ avec la loi de Student bilatérale

(H0) : $r^2=0$, il n'a pas de corrélation

(H1) : $r^2 \neq 0$, il a de corrélation

$$vst= 2,23 < vct=2,97$$

Alors (H0) est vraie, (H1). Il n'existe pas de corrélation entre la croissance économique les importations, les exportations, les dépenses publics et le déficit public.

$r^2_{\text{Ajusté}} = -0,48 < 0,5$. Le modèle n'est pas spécifique.

Tableau 11 : Récapitulation du quatrième modèle

| | | | | |
|------------------|-----------------------------|------------------|------------------|-------------------|
| $a_4=0,39$ | $a_3=1,03$ | $a_2=-0,28$ | $a_1=0,16$ | $a_0=14,52$ |
| $\delta'_4=5,06$ | $\delta'_3=14,40$ | $\delta'_2=0,74$ | $\delta'_1=0,24$ | $\delta'_0=21,27$ |
| $r^2=0,11$ | $\delta_\varepsilon = 6,94$ | | | |
| $F_c=0,19$ | $ddl=6,00$ | | | |
| $SCE=36,30$ | $SCR=288,68$ | | | |

3.2- Autres variables expliquant les investissements

$$Y=-2,52X_4+19,46X_3+0,77X_2-0,52X_1-33,57+4,94$$

Où Y désigne les investissements ;

X_4 =déficit en Milliards d'Euro ;

X_3 = Dépenses publics ;

X_2 = Exportations en Milliards de Dollars ;

X_1 = Importation en Milliards de Dollars.

Test de corrélation $\alpha=5\%$ avec la loi de Student bilatérale

(H0) : $r^2=0$, il n'a pas de corrélation

(H1) : $r^2 \neq 0$, il a de corrélation

$v_{st} = 4,61 > v_{ct} = 2,97$

Alors (H0) est fausse, (H1) est vraie. Il existe une liaison entre les investissements et les autres variables (les importations, les exportations, les dépenses publics et le déficit public).

$r^2_{\text{Ajusté}} = 0,63 > 0,5$; 63% des points se situent sur la droite de régression. Ainsi, le modèle est spécifique.

- (H0) : $a_4=0$, X_4 non significative
- (H1) : $a_4 \neq 0$, X_4 significative

$V_{st_4} = 0,7$ est inférieur à $v_{ct_4} = 0,98$; (H0) est vraie. Le déficit en Milliards d'Euro n'est pas significatif. Il n'y a pas de relation entre le déficit public et les investissements.

- (H0) : $a_3=0$, X_3 non significative
- (H1) : $a_3 \neq 0$, X_3 significative

$v_{st_3} = 1,9$ est supérieur à $v_{ct_3} = 0,98$; (H0) est fausse. Les dépenses publiques sont significatives. Il y a une relation entre les dépenses publiques et les investissements.

- (H0) : $a_2=0$, X_2 non significative
- (H1) : $a_2 \neq 0$, X_2 significative

$V_{st_2} = 1,45$ est supérieur à $v_{ct_2} = 0,98$; (H0) est fausse. Les exportations en Milliards de Dollars sont significatives. Il existe une relation entre les exportations en Milliards de Dollars et les investissements.

- (H0) : $a_1=0$, X_1 non significative

(H1) : $a_1 \neq 0$, X_1 significative

$Vst_1=3,06$ est supérieur à $vct_1 = 0,98$; (H_0) est fausse. Les importations en Milliards de Dollars sont significatives. Il existe une liaison entre les importations en Milliards de Dollars et les investissements.

Test des séquences

Le test des séquences, appelé également test de Wald-Wolfowitz. Il cherche à détecter toute forme de régularité lorsque les résidus sont ordonnés selon le temps. Il détecte autant les autocorrélations négatives (les résidus sont alternativement négatifs et positifs) que les autocorrélations positives (des blocs de résidus consécutifs sont positifs ou négatifs).

Prédiction des investissements

Les hypothèses :

H_0 : le processus de génération des données est aléatoire

H_1 : le processus de génération des données n'est pas aléatoire

| | |
|--|----------------|
| n+ | 5 |
| n- | 6 |
| n | 11 |
| Mu=moyen | 2,45 |
| Sigma=écart -type | 0,081 |
| r=nombre total des séquences | 7 |
| z=la statistique centrée et réduite | 56,12 |
| $U_{0,95}$ avec la loi normal centrée et réduite | 1,64 |
| $Z > U_{0,95}$ | $56,12 > 1,64$ |

Nous sommes dans la région de rejette de H_0 . Nous pouvons conclure que les résidus ne sont pas indépendants, ils ne sont pas générés par un processus purement aléatoire.

Tableau 12:Récapitulation du modèle des investissements et les autres variables

| | | | | |
|------------------|--------------------------|------------------|------------------|-------------------|
| $a_4=-2,52$ | $a_3=19,46$ | $a_2=0,77$ | $a_1=-0,52$ | $a_0=-33,57$ |
| $\delta'_4=3,60$ | $\delta'_3=10,25$ | $\delta'_2=0,53$ | $\delta'_1=0,17$ | $\delta'_0=15,15$ |
| $r^2=0,78$ | $\delta_\epsilon = 4,94$ | | | |
| $F_c=5,22$ | $ddl=6,00$ | | | |
| $SCE=509,52$ | $SCR146,41$ | | | |

Tableau 13 : Récapitulation des autres modèles qui peuvent influencer les investissements et la croissance économique

| corrélation | déficits publics | dépenses publics | exportations | Importations |
|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| investissements | faible corrélation | forte corrélation | forte corrélation | forte corrélation |
| taux de croissance | Pas de corrélation | Pas de corrélation | Pas de corrélation | Pas de corrélation |

Conclusion de la deuxième partie

L'utilisation des dépenses et des recettes publiques pour modifier l'équilibre global de l'économie constitue l'objet de la politique budgétaire.

La politique budgétaire qui est appliquée durant ces quatre dernières années est une politique de rigueur. Cela nous a permis d'avoir une faible relation entre les investissements publics et privés.

Le capital public améliore la productivité du capital privé, augmentant son taux de rentabilité et stimulant l'investissement. L'investissement public stimule l'investissement privé.

La faiblesse historique des montants d'investissements publics et privés explique l'impact peu significatif sur la croissance économique au cours des dernières décennies.

L'allocation de l'investissement n'a certainement pas été optimale dans la perspective de promouvoir la croissance économique dans le court et moyen terme. Non seulement l'exécution du budget d'investissement qui n'est pas nécessairement alignée sur les objectifs prioritaires du pays, mais encore les autorités qui n'ont pas développé les outils indispensables pour prendre les décisions optimales tant en amont (la planification) qu'en aval (l'évaluation).

Après avoir vu la politique budgétaire, les modèles économiques. Nous essayerons de voir les analyses afin d'émettre des suggestions.

**PARTIE III : ANALYSES ET SUGGESTIONS POUR UNE
MEILLEURE POLITIQUE BUDGETAIRE**

CHAPITRE 5 : PROBLEMES ET ANALYSES

Madagascar a utilisé certaines politiques économiques qui existent dans le monde. Mais la Grande ile demeure toujours parmi les pays en voie de développement. C'est dans cette optique que nous nous intéressons pour étayer les problèmes afin de faire des analyses.

Section 1 : Problèmes

Entre 1997 et 2012, nous avons observé trois différents régimes politiques. Ces derniers n'ont pas pu mener le pays dans le développement malgré les ressources qu'il regorge. L'évolution moyenne de la croissance est faible par rapport aux autres pays africains qui ont des potentialités semblables. Les problèmes que connaît le pays sont nombreux.

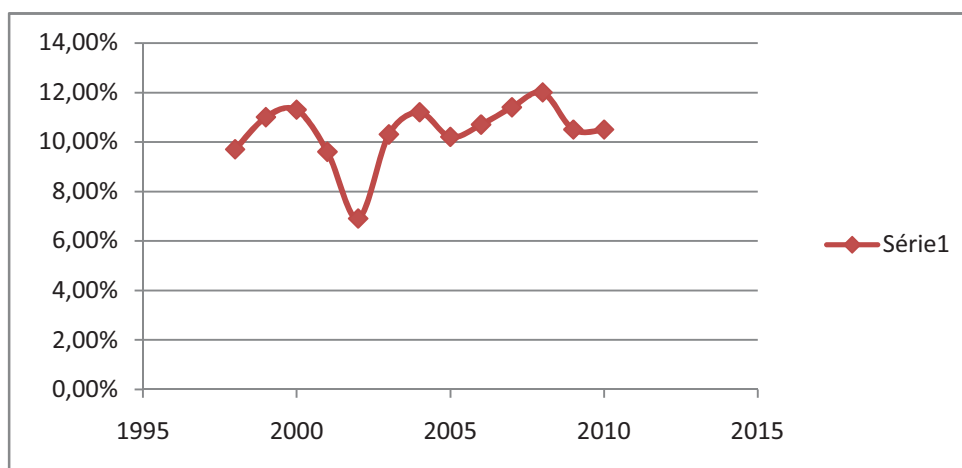
1.1- Entre 1997 et 2002

Cette période a été marquée par le processus de l'ajustement structurel, une libéralisation de l'économie, de la séparation du rôle de l'Etat et du secteur privé.

1.1.1- Faible pression fiscale

La pression fiscale reste l'une des plus basses du monde. Cela est causé par la séparation de l'Etat et de la CNaPS, le manque de contrôle permanent de l'Etat au sein des entreprises, un manque de restructuration du secteur secondaire, les industries nationaux ne sont pas compétitives, un manque d'innovation de processus de production pour les sociétés, des fraudes fiscales.

Graphique 2: Taux de pression fiscale en pourcentage du PIB



Source : Loi de Finances

Le taux de pression fiscale moyen entre 1997 et 2012 est de 10,41%. Cela explique la faiblesse de ce taux durant cette période. En 2002, nous avons assisté à une chute importante à cause de la crise politique.

1.1.2- Contrôle budgétaire inefficace

En effet, le compte de correspondants au Trésor concentrant près de 10% des dépenses publiques échappent aux contrôles budgétaires, alors que les transactions et flux mouvementant les soldes de ces comptes ne sont pas négligeables.

Ce contrôle s'avère inefficace parce qu'il n'est pas permanent par exemple pour le cas des entreprises.

1.1.3-Déficit public

La crise politique en 2002 à cause une détérioration importante du solde budgétaire. Certaines entreprises avaient profité de la crise pour augmenter les fraudes fiscales et sous évaluer leur chiffre d'affaires.

1.2- Entre 2003 et 2008

Une politique économique en faveur d'intérêts particuliers plutôt que de l'ensemble de la nation. La redistribution de revenu issu de la croissance économique était mal répartie.

1.2.1- Faible redistribution de la croissance

Les faibles gains obtenus après une période de croissance sont neutralisés par l'émergence d'une crise politique, notamment dans les villes, et par la faible redistribution de la croissance dans les zones rurales, contraintes par les faibles rendements du secteur agricole²⁸.

1.2.2- Répartition de dépenses des investissements publics

Une partie de la masse salariale est incluse dans les dépenses de fonctionnement hors salaires (par exemple pour les enseignants qui ne sont pas des fonctionnaires) ou même d'investissement. De même, les dépenses d'investissement ne servent pas toujours à acquérir des biens de capital physique et, inversement, certaines de ces dernières sont classées dans les dépenses de fonctionnement.

²⁸Source: N. Amendola et G. Vecchi: *Growth, Inequality and Poverty in Madagascar, 2001-2005*, World, Bank, Africa Region Working Paper Series, n° 111, avril 2008.

1.3- Entre 2009 et 2012

1.3.1- Faible investissement public

Les investissements publics sont réduits à cause de la suspension des aides et financements extérieurs. La forte dépendance des investissements aux financements extérieurs, qui ont traditionnellement compté pour près de la moitié du budget d'investissement engagé par le Gouvernement.

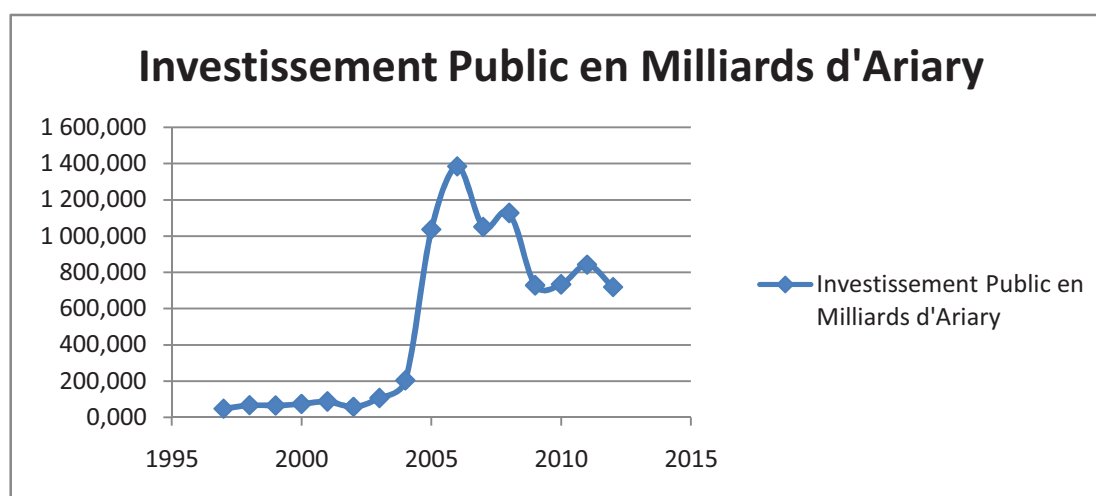
La faible contribution de l'investissement public à la croissance s'explique par son impact restreint sur la demande globale. A court terme, la politique d'investissement correspond à une politique keynésienne où l'augmentation des dépenses mené à une plus forte demande à travers le multiplicateur.

Cet effet est réduit dans un pays comme Madagascar car les montants en jeu sont trop faibles.

La contribution de l'investissement public aux stocks de capital physique et humain (à travers l'offre globale) est aussi limitée à Madagascar. Il faudrait environ 100 millions de dollars par an juste pour maintenir le réseau routier de 5 780 kilomètres alors que l'Etat (y compris le FER) n'a dépensé que 80 millions au cours des années 2009 et 2010.

Les lacunes dans la gestion administrative et financière du budget d'investissement empêchent de traduire les décisions prises par les autorités et leurs partenaires en actions sur le terrain et donc d'obtenir les résultats escomptés.

Graphique 3 : Evolution des investissements publics à Madagascar



Source : OGT du rapport Mendrika

Le montant de l'investissement public reste historiquement très faible à Madagascar, en moyenne 400 millions de dollars par an avant la crise (autour de 250 millions depuis 2009), expliquant son impact marginal sur l'économie du pays. Par rapport au PIB, ce montant demeure l'un des plus faibles au monde.

Le stock de capital physique se dégrade plus rapidement à ce que le suggère l'analyse des flux d'investissement publics. L'ampleur de ces derniers est largement insuffisante par rapport aux besoins de l'économie malgache, mais leur faible niveau est encore accentué par le fait qu'une proportion non négligeable du budget d'investissement comprend des dépenses qui ne sont pas des biens en capitaux. En outre, la détérioration du stock de capital physique est accélérée par les déficiences en termes d'entretien et de maintenance, qui ont souvent été négligés par les autorités.

1.3.2- Mesures de restrictions budgétaires

Vue l'insuffisance des recettes publiques, les besoins croissants de l'administration public et l'absence du financement extérieur, l'Etat se trouve contraint d'utiliser des mesures d'austérité budgétaire. Ces mesures avaient permis de stabiliser l'équilibre économique. Ils sont des mesures de bonne gouvernance pour la situation qu'avait connue Madagascar.

1.3.3- Ralentissement de l'activité économique

La faiblesse des investissements publics et privés ont engendré la baisse de l'activité économique. La crise politique malgache qui avait commencé en 2009, n'avait pas permis à l'Etat de poursuivre ses mesures de relance de l'activité économique. Le secteur privé avait aussi les effets de la crise.

1.3.4- Suspension des aides et financements extérieures

La crise politique a entraîné des sanctions internationales qui ont causé la suspension des aides bilatéraux et multilatéraux. Cette suspension avait été du par le non-respect de la démocratie et de l'insécurité. La communauté internationale considérait illégitime le pouvoir de la transition.

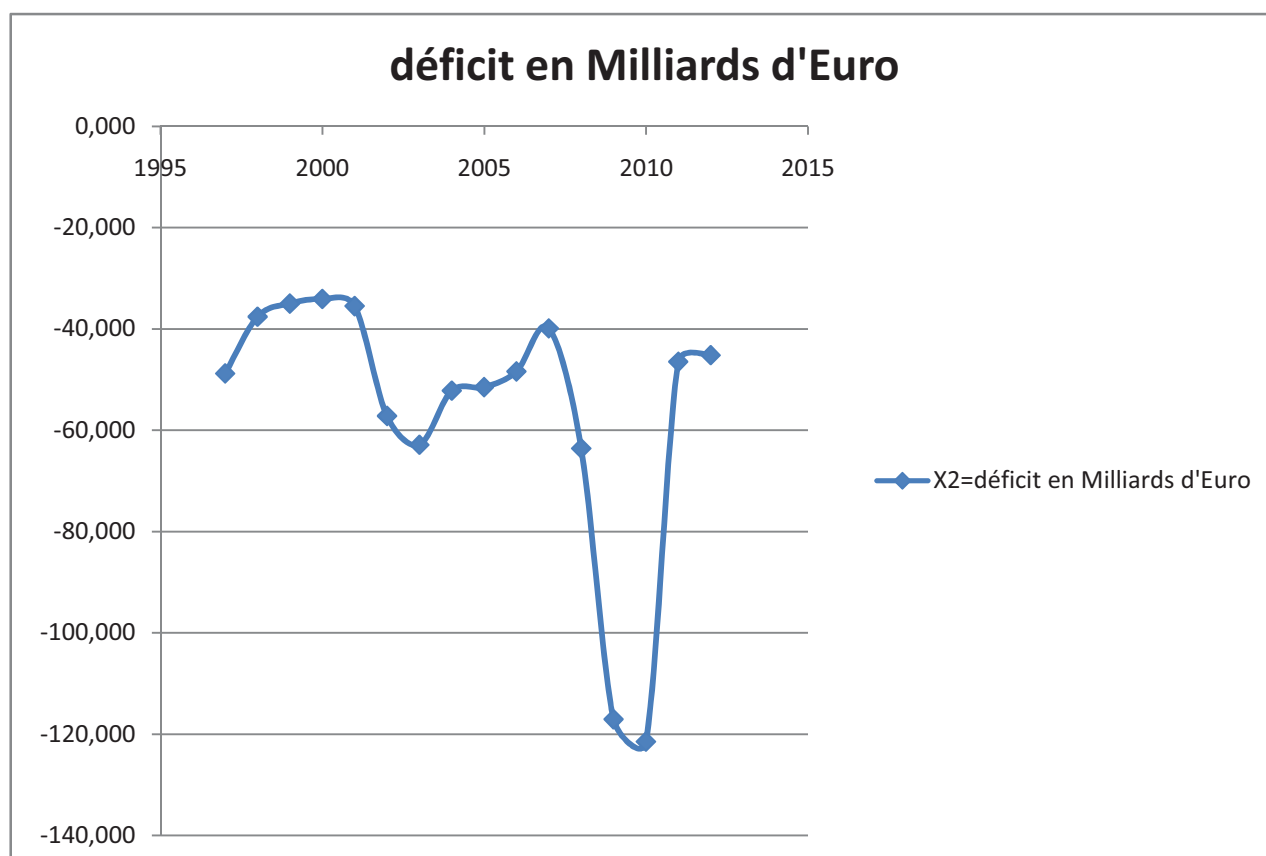
1.3.5- Chômage

La masse salariale est maintenue à cause des mesures de restriction budgétaire pour équilibrer le budget de l'Etat. Ainsi, cela a favorisé le chômage surtout dans le milieu urbain.

1.3.6 Déficit public

Les premières années des crises sont toujours suivies par des grands déficits. Les rentrées fiscales étaient en baisse, c'est qui a favorisé cette hausse du déficit public durant la crise politique. La figure suivante nous illustre bien cela.

Graphique 4 : Evolution du déficit public en Milliards d'Euro



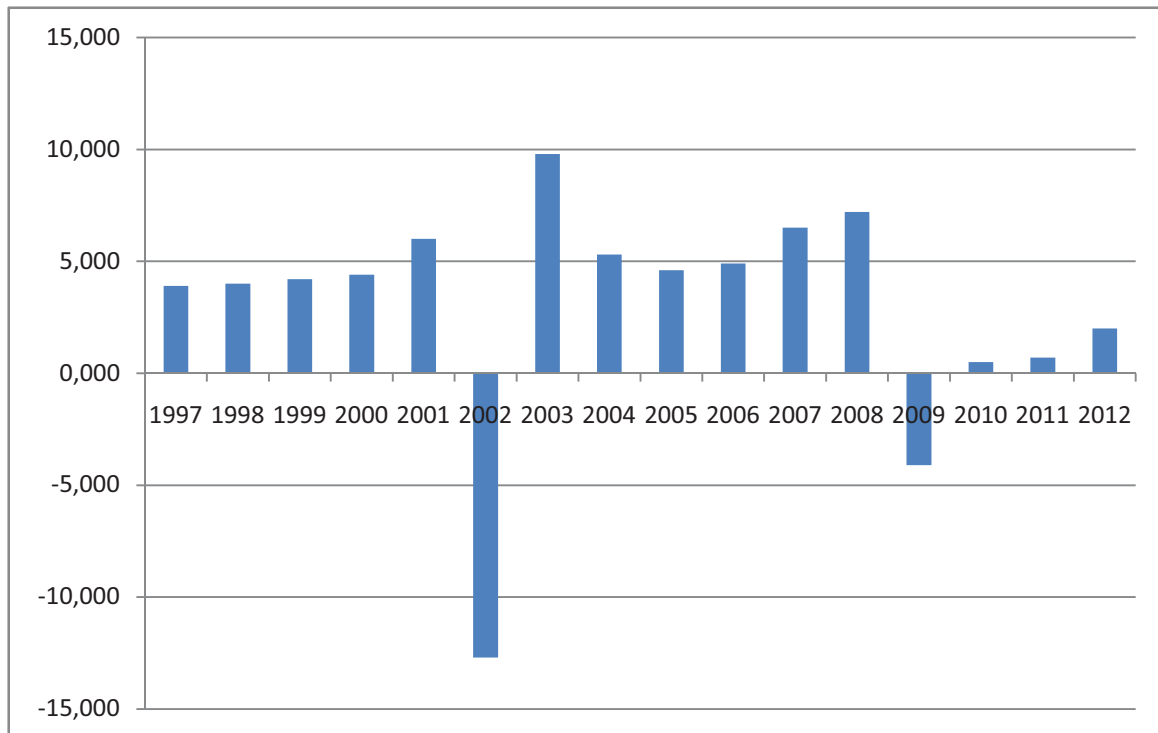
Source : Lois des Finances

Le déficit moyen entre 1997 et 2012 est de -56,063 Milliards d'Euro. Cela est causé par la rupture brusque des financements extérieurs depuis 2009.

1.3.7- Faiblesse de la croissance économique

L'évolution de la croissance économique est en baisse depuis 2009. En 2002, nous observons une chute important.

Graphique 5 : Evolution du taux de croissance économique



Source : Lois de Finances

La croissance économique moyenne durant la période 1997 jusqu'en 2012 est de 2,95%. Cela est dû par les crises cycliques que connaît la Grande île.

La croissance économique reste trop faible et, quand elle a lieu, insuffisamment partagée pour créer des emplois et une amélioration des conditions de vie.

Section 2 : Analyses

Les problèmes que nous avons évoqués précédemment méritent d'être analysés soigneusement. Nombreux ceux qui sont déjà solutionnés et d'autres ne les sont pas. Ainsi, nous allons aborder l'analyse des problèmes non résolus.

2.1-Entre 1997 et 2002

2.1.1- Faible pression fiscale

La pression fiscale est encore toujours faible par rapport à d'autres pays africains. Pour la Grande île, cela entraîne une faible rentrée des recettes publiques qui engendrent des besoins non couverts. L'Etat est contraint de faire des emprunts pour combler ses manquements. Ainsi, le chômage et la pauvreté prennent de l'ampleur.

2.2- Entre 2003 et 2008

2.2.1- Faible redistribution de la croissance

La mauvaise redistribution des revenus entraîne un manque d'équité sociale qui aggrave la pauvreté surtout dans les zones rurales. La pauvreté entraîne le sous-développement.

2.3- Entre 2009 et 2012

2.3.1- Faible investissement public

La faiblesse des investissements publics amplifie le chômage. Ce dernier implique la perte de l'emploi. Cette perte a favorisé le développement du secteur informel qui était déjà un problème majeure pour Madagascar.

2.3.2- Mesures de restrictions budgétaires

Ces mesures permettent de stabiliser les agrégats macroéconomique tel que le déficit public mais cela avaient engendré une faible performance économique (faible croissance,...) du fait d'une moindre demande. La rigueur budgétaire avait aussi creusé les écarts entre les riches et les pauvres.

2.3.3- Ralentissement de l'activité économique

Le ralentissement de l'activité économique nous conduisait à des phases de récession économique ou même de stagnation économique qui entraîne la perte de l'emploi. Le pays avait connu une faible performance économique qui avait une situation délicate pour l'ensemble de l'économie.

2.3.4- Suspension des aides et financements extérieures

La suspension des financements extérieures et des aides constitue un manque à gagner pour l'Etat. Ce manque à gagner avait obligé l'Etat à restreindre le budget d'investissement. Cette contraction ou cette réduction du budget des investissements avait provoqué le chômage et le sous-développement. Cette paupérisation du pays avait favorisé l'insécurité, la corruption, la prostitution et la délinquance.

2.3.5- Chômage

Le chômage à Madagascar avait favorisé le secteur informel et l'insécurité (le vol,...). Il avait aussi entraîné une baisse de la consommation. Ainsi, l'Etat se trouve face à une population active sans travail. Les jeunes sont les plus touchés par ce chômage.

2.3.6- Faiblesse de la croissance économique

Cette faiblesse de la croissance économique engendre des nombreux retombés négatifs. Cela diminue la capacité de l'Etat à agir dans la structure économique. Ce manque de dynamisme de l'Etat nous induit également à la pauvreté et au sous-développement.

2.3.7- baisse de la demande intérieure

La demande intérieure est en chute à Madagascar. Elle avait entraîné un chômage et une poussée du secteur informel. Elle constitue un meilleur moyen pour relancer l'activité économique. Pourtant, elle est restreinte par la faible performance de l'économie. Ainsi, des mesures doivent être prises pour relancer l'économie.

CHAPITRE 6 : SUGGESTIONS

La croissance des pays de l'Afrique Subsaharienne en 2013 est de 5%. Mais à Madagascar elle est de 3% selon les prévisions des perspectives économiques Africaines. La situation est au stade d'ébauche des politiques macro-économiques transitoires. La politique budgétaire est un véritable instrument de développement économique. Le déclin économique de la Grande ile ne se présente donc pas comme un phénomène récent ; il s'est simplement accéléré avec la crise politique qui a éclaté au début de l'année 2009. Madagascar doit mieux exploiter ses points forts et travailler ses points faibles.

Section 1 : Suggestions sur la politique budgétaire

Nous proposons une exonération d'impôt et une aide d'assistance technique pour toutes entreprises nouvellement créées en vue de soutenir la production, une exonération d'impôt pour tous matériels à usage agricoles, industriels ou reproductifs.

L'assainissement de la fonction publique est obligatoire. Nous proposons un audit sur les agents de l'Etat afin de diminuer les agents fictifs et d'affecter d'autres agents à des secteurs productifs de l'Etat.

Notre politique budgétaire s'articulera comme suite :

- mobiliser des ressources suffisantes ;
- orienter ces ressources pour les actions d'entrepreneuriat et de production ;
- supprimer l'utilisation de compte de dépôt par les ministères et les institutions ;
- protéger et aider les petites et moyennes entreprises.

Pour ce faire, l'Etat devrait envisager une importante réforme, il s'agirait de :

- élargir l'assiette fiscale en pratiquant une expansion monétaire raisonnable;
- renforcer le contrôle fiscal (lutter contre les fraudes) ;
- assainir les recettes douanières ;
- renforcer les recettes non fiscales ;

- octroyer une exonération en matière de TVA des matériels et équipements pour la production d'énergies renouvelables ;
- soutenir le développement du secteur agricole et celui de l'élevage par la réduction du taux du droit de douane ;
- promouvoir les sources d'énergies renouvelables pour une facilitation de l'accès à l'énergie ;
- réduire les dépenses non productives.

Il faudra aussi encourager la facilitation des opérations économiques. Madagascar a plusieurs défis pour l'amélioration de la gestion de ses finances publiques. La prévision des recettes et la fixation des plafonds des dépenses nécessitent une politique budgétaire efficace.

1.1-Politique des recettes

La capacité financière de l'Etat malgache se trouve forte réduite, ce qui l'empêche de jouer son rôle dans l'économie. Ses recettes sont minimales et ne sont pas compensées par des financements internes ou externes. Les opportunités d'emprunt sont extrêmement limitées en raison de l'étroitesse du marché local et du manque de crédibilité et de visibilité du Gouvernement sur les marchés internationaux de capitaux privés. L'unique recours a été l'aide officielle.

Ceci vise l'augmentation des recettes collectées. Les structures tarifaires ont été simplifiées et les capacités de la Direction des Impôts et des Douanes améliorées, notamment par la mise en place de système de suivi informatisés. Ces réformes doivent être continuées car leur impact ne prendra place que dans la durée.

Ainsi, nous recommandons à l'Etat de :

- Mettre en place une taxe sur les transactions financières.
- Créer une Haute autorité de lutte contre la fraude fiscale et sociale, composée de magistrats, pour lutter contre toutes les formes de fraude.
- augmenter les recettes publiques, et notamment l'impôt sur les riches et les grandes entreprises. Pour être efficaces, il faut que les prélèvements obligatoires se concentrent sur les riches et les grandes entreprises, et non sur les pauvres. Lorsque nous faisons payer les pauvres, nous limitons leur capacité à consommer. Par contre quand nous faisons payer les riches, nous limitons leur propension à spéculer et nous permettons aux pauvres de consommer.

- Mieux fiscaliser les entreprises qui sont déjà imposées. Une pression fiscale moyenne équivalente à 15% du chiffre d'affaires de l'ensemble des grandes entreprises contribuerait à une hausse des recettes de l'Etat de 2 % du PIB.
- Donner un rôle participatif aux consommateurs dans le suivi fiscal des entreprises en introduisant une loterie pour inciter les consommateurs à déclarer les factures reçues des entreprises. Cette mesure expérimentale, poursuivie avec succès par la Chine, encouragerait la fiscalisation des entreprises qui opèrent en dehors des circuits officiels en transférant les incitations aux consommateurs.
- Augmenter les recettes publiques, notamment la pression fiscale.

Enfin, l'Etat doit réviser le code minier afin de mieux bénéficier des potentiels du pays.

1.2-Politique des dépenses

Une meilleure maîtrise des dépenses publiques, un meilleur contrôle des fonds publics et une bonne allocation des ressources conforme aux stratégies et aux priorités nationales.

Nous proposons au gouvernement malgache:

- d'augmenter le salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) dans la mesure où une augmentation de production pourrait s'effectuer au moins pour certaines sociétés.
- de diminuer les hauts des salaires par exemple celles des dirigeants de l'Etat jusqu'à une valeur planché afin de pouvoir créer des nouveaux emplois productifs à savoir des sociétés d'Etat puis les vendre auprès des citoyens ou des nationaux.
- abandonner les dépenses secondaires ou superflues. Une telle modification structurelle des dépenses traduit ou traduirait la volonté de l'Etat d'adopter une politique budgétaire plus «vertueuse».
- réformer les aides aux entreprises par exemple faire une aide 6,2% du PIB aux entreprises,
- augmenter le financement de la recherche, du logement social, des transports en commun et de la redistribution. Cette redistribution peut avoir lieu sous forme de l'allocation logement, des allocations familiales pour les pauvres, de la minimum vieillesse, du salaire des fonctionnaires.

1.2.1- Améliorer l'allocation des dépenses

Cela reste l'aide internationale. A terme, le retour vers l'ordre constitutionnel devrait se traduire par la réapparition des flux financiers en provenance des bailleurs. Cette aide viendrait sans nul doute financer le budget d'investissement qui est, par tradition, la variable d'ajustement utilisée par les autorités malgaches.

L'augmentation de la capacité financière de l'Etat malgache doit s'accompagner par une amélioration de la gestion des dépenses publiques. L'Etat doit dépenser plus mais surtout mieux, ce qui implique qu'il sache comment les dépenses sont allouées et qu'il puisse évaluer si cette ventilation est conforme aux priorités du pays.

- La première action est d'améliorer la couverture du budget.
- La deuxième action est de clarifier la classification des dépenses, Les autorités se doivent de mieux définir les dépenses en salaires et en capital physique.
- La troisième action est de mieux maîtriser les étapes de la chaîne de la dépense. renforcer le système informatisé SIGFP pour privilégier la production rapide et dans tous ses détails l'information sur toutes les étapes de la dépense, y compris celle du paiement qui est au bout du compte en un mot celle qui compte vraiment.
- La quatrième est la maîtrise des dépenses publiques : la lutte contre la corruption et la promotion de la transparence sont les principaux défis car elles hypothèquent l'adhésion de la population. Elles représentent un obstacle à la mobilisation et à l'affectation efficace des ressources et détournent des ressources d'activités essentielles pour faire reculer la pauvreté et instaurer un développement économique durable ;
- La cinquième est l'amélioration de l'efficacité des dépenses salariales :
 - la mise en place du fichier unique des agents de l'Etat et de la Solde pour la maîtrise de l'effectif (localisation physique, suivi administratif et technique) pour accompagner la mise en œuvre des politiques de développement sectorielles (présence des maîtres dans les écoles primaires, présence de médecins dans les centre de santé de base, ...)

- la simplification des procédures de prise en charge de la solde et des pensions des agents de l'Etat pour une rapide prise en charge des droits de ces acteurs et en renforçant ainsi leurs motivations ;
 - la réforme de la Caisse de Retraite Civil et Militaire et de la Caisse de Prévoyance de Retraite qui seront insoutenables sur le plan financier sans l'augmentation des recettes (renforcement des recouvrements ou augmentation des taux ou rallongement des temps de cotisation) et la rationalisation des dépenses (suivi des bénéficiaires).
- L'amélioration de l'efficacité des dépenses non salariales et la simplification de la chaîne des dépenses publiques par :
- la réduction des contrôles redondants et des délais de paiement des prestations publiques en vue d'instaurer une meilleure confiance entre les entreprises prestataires et les organismes publics (délais de contrôle et de paiement réduits, moins de mobilisation de fonds qui impacte sur les frais financiers et l'alignement des prix sur ceux du marché) et par conséquent une meilleure efficacité des achats publics ;
 - le renforcement du contrôle des services faits qui sécurisera la livraison des biens et services auprès des prestataires publics (écoles, centre de santé de base, ...) et des bénéficiaires directs (élèves, malades, ...) par la responsabilisation des différents acteurs de la chaîne de la dépense (ordonnateur, comptable public, gestionnaire d'activité, dépositaire comptable et président de commission de réception, ...).
- Le renforcement de la comptabilisation et du suivi de l'exécution budgétaire et comptable, notamment :
- le Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFP),
 - les outils de pilotage budgétaire par l'exploitation des rapports du SIGFP (plan de passation de marché annuel et du plan d'engagement saisonnier),
 - les outils de suivi et de gestion de trésorerie par l'exploitation des balances comptables produits par le SIGFP et les outils informatiques des recettes (SIGTAS et SYDONIA)
- Le renforcement des systèmes de contrôle externes à posteriori de l'exécution budgétaire :

- La restauration des délais de production des lois de règlement (rapports sur les résultats de l'exécution de la loi de finances) selon les dispositifs constitutionnels et son passage systématique au vote au même titre que le projet de lois de finances, pour le Parlement.
- La production des comptes de gestion par les comptables publics, pour la Cour des Comptes.
- Le renforcement des différents organes de contrôles en matière d'exécution budgétaire :
 - L'Inspection Générale de l'Etat (IGE) en charge du contrôle du bon fonctionnement de tous les services publiques, y compris en matière budgétaire et financière,
 - L'Inspection Générale des Finances (IGF) en charge du contrôle de l'utilisation des deniers de l'Etat et ses démembrements (à opérationnaliser),
 - Le Conseil de Discipline Budgétaire et financière (CDBF) en charge du contrôle de la gestion des ordonnateurs et autres acteurs qui s'occupent de la phase administrative de la chaîne de la dépense (à opérationnaliser).

1.2.2- Accélérer la modernisation de la gestion financière

Cela concerne le secteur privé. Il ne signifie pas le recours aux financements des marchés de capitaux privés, car il est peu probable que l'Etat puisse recourir dans un avenir proche à ces marchés, domestiques ou internationales. La contribution du secteur privé aux finances de l'Etat pourrait prendre place à travers des partenariats autour de projets en infrastructure ou dans les secteurs de l'éducation et de la santé.

1.2.3- Contrôle budgétaire

Le contrôle budgétaire se fonde sur les acquis dans le domaine de l'informatisation de la chaîne de la dépense et des efforts en cours dans le cadre de l'institutionnalisation de la gestion axée sur les résultats et à l'instar des pays développés et en développement qui sont dans ce processus une rationalisation du contrôle s'impose pour éviter les redondances qui entravent l'efficacité des dépenses. Dans la perspective de la mise en place du nouveau cadre harmonisé des finances publiques une mutation du contrôle est aujourd'hui indispensable en

passant du contrôle de régularité vers un contrôle de gestion dans le sens de l'efficacité et de la performance en mettant l'accent sur l'audit interne.

Renforcer le cadre institutionnel de suivi des recommandations des missions de contrôle et de vérification.

1.3-Suggestions portant sur la Loi de Finances

Il faut renforcer la logique de moyens à une logique de résultats ; réformer les modes de gestion en conférant plus de responsabilité aux ministères et aux responsables de programmes ; renforcer la transparence budgétaire en structurant le budget et la loi de finances sur la base des programmes et renforcer la pluri-annualité.

1.4-Procédures et des instruments

Nous devons renforcer le système d'information (préparation et exécution de la loi de finances et reddition des comptes) :

- assurer la fiabilité, la transparence et l'exhaustivité des données sur les finances publiques (préparation et exécution);
- améliorer et sécuriser la connexion informatique de tous les systèmes centraux et régionaux;
- progresser la prévisibilité (pluri annuelle et infra annuelle) en renforçant les capacités des responsables de programmes en matière de planification et de budgétisation à travers les cadres de dépenses à moyen terme (concevoir les guides et manuels à cet effet) et les plans d'engagement des dépenses.

1.5-Suggestions pour améliorer l'investissement

Il faut sélectionner les IDEs pouvant apporter des avantages comparatifs, être conscient de l'importance des secteurs « agriculture » et « textile » ; améliorer incessamment la productivité ; se focaliser sur les problèmes de l'offre et de renforcer le Partenariat Public, Privé.

1.5.1-Financement de l'investissement

Pour provoquer le développement économique, il ne faut pas chercher à attirer de l'épargne, il faut créer des opportunités profitables d'investissement. Les suggestions sont les suivants :

- Ne pas se détourner des financements extérieurs,
- Promouvoir les financements intérieurs, notamment la facilité aux crédits,

- Renforcer l'innovation,
- Améliorer et optimiser la gestion des ressources naturelles,
- Favoriser la latitude intersectorielle des éventuelles interventions,
- Agir sur les taux d'intérêts bancaires (jugés trop élevés) pour inciter les investisseurs,
- Proposer des mesures d'accompagnements dans chaque mise en œuvre des politiques économiques.

Il importe de renforcer la « vue de bas », souvent négligée alors que les pauvres et leurs institutions doivent devenir les véritables interlocuteurs des pouvoirs publics et du secteur privé. Aujourd'hui, les deux tiers de la population malgache vivant en dessous du seuil de pauvreté représentent plus la majorité non écoutée que silencieuse. Le défi devient alors de créer une véritable demande organisée de bonne gouvernance, en aidant les organisations et associations productives au sein des communautés locales à atteindre la taille et la visibilité suffisantes qui leur permettront de créer, d'une part, les conditions de recevabilité sociale vis-à-vis des décideurs publics et politiques, et de se transformer, d'autre part, en un marché attractif et rentable pour les opérateurs privés. Au-delà de servir à construire un contrepoids aux institutions « du haut », une croissance économique partagée doit aussi pouvoir être générée à la base plutôt qu'être simplement le fruit d'une redistribution souvent inéquitable venant d'en haut.

Section 2 : Reformes conjoncturelles

Les politiques conjoncturelles, ou politiques de stabilisation, sont les mesures de politique économique prises par un gouvernement à court terme, en fonction de la position de l'économie dans les cycles économiques. Nous allons procéder à des politiques budgétaires conjoncturelles contra cyclique.

2.1- politique budgétaire contra cyclique

Une politique budgétaire contra cyclique est une politique dans laquelle l'État s'active à relancer l'économie lorsque la croissance économique est inférieure à la croissance potentielle, et à améliorer l'état de ses finances lorsque la croissance est forte.

Ainsi, durant une période de conjoncture économique mauvaise, notamment de récession économique ou de faiblesse de la croissance, il sera mieux de mener une politique de relance, qui passe par une politique budgétaire expansionniste, c'est-à-dire l'augmentation de ses dépenses en stimulant la sphère économique tout en ciblant les atouts malgaches.

À l'inverse, lorsque la conjoncture économique est bonne, l'État peut alors mener une politique budgétaire plus restrictive, c'est-à-dire baisser ses dépenses, « engranger » des rentrées fiscales (ou plutôt réduire la dette publique), qui lui permettront de relancer l'économie, si la conjoncture se détériore.

La politique contra cyclique servira en quelque sorte d'amortisseur pour l'économie malgache. L'investissement public crée la possibilité d'accélérer la croissance, mais pour que cette possibilité se concrétise, il faut une politique budgétaire anticyclique permettant d'exploiter le potentiel qu'offrent ces investissements afin qu'il ne finisse pas en capacité de production inutilisée.

La politique budgétaire que nous suggérons au gouvernement malgache, est qualifiée des politiques de Stop and Go. C'est-à-dire, alternativement, une politique restrictive (baisse de l'inflation) puis une politique de relance quelque temps après, puisque la politique restrictive peut provoquer une augmentation du chômage. La relance peut produire à son tour de l'inflation, le gouvernement devra s'appliquer ensuite à la réduire par une politique restrictive et ainsi de suite...

2.2-Mesures indirects de la politique budgétaire : orientation stratégique envisagée

Il faut relancer les activités économiques en général, redynamiser le secteur privé tout en préservant la stabilité macroéconomique, et regagner la confiance des opérateurs et des partenaires techniques et financiers.

2.2.1-Stratégie de « Bonne Gouvernance »

Le projet inclura un vaste programme de promotion de la bonne gouvernance, comprenant la réforme de la justice, le respect de la loi surtout et le renforcement de la transparence budgétaire. Nous envisageons de revoir les procédures de passation de marché pour les rendre totalement transparentes ouvertes à la concurrence et conformes aux normes COMESA. Parallèlement, des efforts seront consentis pour la mise en place de plan d'action pour la justice dans le but d'améliorer la qualité du système judiciaire et le respect de la loi.

2.2.2- Stratégies de sélection et de spécialisation

Nous opterons pour la sélection des agents de l'Etat, c'est-à-dire nous allons mettre les bons agents aux bonnes places. Il est important de bien choisir des gens aptes à leur fonction par exemple dans les départements ministériels ou sur la gestion des finances de l'Etat,...

2.2.3- Stratégies de développement en termes de déséquilibre

En clair, de déséquilibre en déséquilibre, l'ensemble de l'économie se développe. En d'autre terme, l'inflation peut susciter une croissance si la cause est l'investissement massif sur le milieu de la production. Par exemple, en diminuant le taux d'intérêt, les agents vont se précipiter pour emprunter de l'argent pour leurs projets. Ainsi, il en découlera une inflation qui sera suivie d'une croissance de PIB. Cependant, il faut éviter une inflation qui résulte d'une récession.

2.2.4- Stratégie de déconnection

Cette stratégie nous permettra de se déconnecter avec le système mondial d'échange actuel. Par exemple notre production se tournera vers les pays voisins comme les Comores, Maurice, Seychelles, Mayotte au lieu de la France car le système actuel d'échange met les pays sous-développés en position de dépendance envers les pays développés.

2.2.5- Stratégie de répartition

Nous souhaiterons modifier la répartition de la population active entre le secteur primaire qui occupe plus de 70% de population, secteur secondaire et le secteur tertiaire parce que tous les secteurs économiques n'ont pas la même rapidité de croissance économique. Le secteur agricole a beaucoup de personnes. Nous devons les diminuer et les ajouter sur le secteur secondaire et tertiaire pour mieux produire.

2.2.6- Stratégie de sensibilisation

Nous comptons sensibiliser la population pour le changement des mentalités. Il n'y aura pas un véritable changement dans l'économie sans changement de mentalité. Nous prônons pour la création d'un centre de formation technique pour promouvoir le travail. Et aussi, la création des associations pour soutenir l'emploi.

2.2.7- Stratégie d'extension géographique

Comme nous sommes déjà membre de la SADC, de la COI et du COMESA, nous pouvons profiter de ces marchés.

2.4-Politique de relance économique

Il faut renverser les tendances des quatre (04) dernières années en faisant une politique sélective de relance de la demande en faveur des secteurs contribuant le plus à la croissance et à la lutte contre la pauvreté (entre autres l'agriculture, l'énergie, les mines, le tourisme, le commerce, et les infrastructures).

Dans le domaine de l'économie, une politique de relance doit être menée tout en gardant la stabilité macroéconomique et financière.

Ainsi, un nouveau Code des Investissements doit être mise en place, marqué par une politique fiscale et douanière incitative, favorisant les outils de production dans certains secteurs notamment l'agriculture, les nouvelles technologies de l'information et de la communication, le tourisme et l'énergie, en particulier les énergies renouvelables.

En outre, les dépenses publiques doivent être axées sur les activités contribuant à la croissance économique, mais surtout sur celles qui ont des impacts tangibles sur la vie de la population aussi.

L'Etat doit prioriser les branches suivantes :

- le soutien de la production agricole par l'appui à la fourniture de semences;
- la relance du tourisme ;
- le renforcement du secteur énergie ;
- le développement de l'accès aux services de santé et d'éducation ;
- le développement du secteur secondaire.

2.5- Politique d'investissement

La croissance économique d'un pays est déterminée en grande partie par la quantité et la qualité de son stock de capital physique. Sa contribution est directe car il faut de l'infrastructure et des machines performantes pour produire efficacement et devenir compétitif ; elle est aussi indirecte par ses effets amplificateurs sur la qualité du capital humain car les travailleurs sont automatiquement plus performants s'ils bénéficient d'un équipement adéquat ou des échanges de connaissance et de

technologiques que permettent les réseaux de communication et de transports modernes.

L'expérience internationale a montré que l'Etat doit jouer un rôle, souvent décisif, en fournissant directement le stock de capital physique, dans les secteurs où son intervention se justifie par le caractère de biens publics des infrastructures. C'est par exemple le cas pour la construction d'écoles ou de routes ou des critères purement commerciaux mèneraient à des investissements sous-optimaux.

Le rôle de l'Etat est aussi important par sa capacité à tisser des partenariats avec le secteur privé, à travers des actions conjointes ou en assurant la mise en place de règles et de conditions qui encouragent l'investissement privé.

Section 3 : Stimulation de la sphère économique

3.1-Stimuler la sphère économique en ciblant les atouts

L'économie malgache est primaire, extravertie, désarticulée et sous-exploitée. Primaire car 79,7% de la population vit en milieu rural, extravertie car tous les produits d'exportation sont constitués généralement de matière première à faible valeur ajoutée, désarticulée car les agents économiques manquent de coordination. Et enfin sous-exploitée car l'abondance des ressources n'est pas valorisée.

Il s'agit donc d'inverser la tendance et d'exploiter les potentialités de l'économie malgache. Les trois grands atouts de l'économie malgache sont l'importance de ses surfaces agricoles, la richesse de ses ressources naturelles, et l'importance de kilomètres de côtes et de ses forêts primaires. Il faudra donc cibler la stratégie de développement économique sur ces trois secteurs, ce qui créera des retombées économiques qui permettront de développer par la suite les industries du pays, qui en sont encore au stade du textile (avec les controversées zones franches) et de la transformation de base. Concernant le premier secteur, Madagascar devrait stimuler la production de ses denrées alimentaires avec en priorité le riz, via la mise en place du Système de riziculture intensif et la mise à disposition de nouvelles terres cultivables, afin d'assurer la quasi autosuffisance alimentaire et ainsi être moins sensibles aux chocs extérieurs.

Par ailleurs, Madagascar devrait parier sur ces atouts agricoles (vanille, cacao, café, girofles) en promouvant les investissements, les partenariats public-privé et en assurant la formation des populations rurale pour qu'elles ne soient pas évincées de la production et de la distribution. Il faudrait notamment instaurer une

banque de développement pour favoriser l'entrepreneuriat. De même, Madagascar devrait mieux exploiter, et surtout mieux protéger ses ressources naturelles et en particulier le secteur minier. Le sol malgache est très riche : terres rares, rutil, ilménite, zircon, nickel, cobalt. Autant de matériaux qui sont déjà exploités par le projet QMM et Ambatovy. Madagascar a une réelle carte géopolitique à jouer dans la protection de son secteur minier, par une négociation équitable avec les firmes internationales qui l'exploitent déjà.

Enfin, Madagascar possède un énorme avantage en termes d'environnement et de biodiversité, qu'il peut aisément exploiter tout en les préservant. Les kilomètres de côtes et les parcs naturels sont des lieux d'attraction touristique indéniable dans lesquels l'Etat doit investir massivement en terme d'infrastructures d'accueil, de services proposés (en stimulant également les investissements et partenariats avec le privé) mais aussi en terme d'accès en améliorant l'état des routes et des réseaux de transport. Avec le développement du sentiment écologique dans tous les pays du monde, Madagascar devrait jouer la carte de l'écotourisme, respectueux de l'environnement et des populations locales. Ainsi, le tourisme et ses filières dérivées (services, artisanat, hôtellerie, restauration, transports...) seront positivement stimulés. Les ressources naturelles, telles que le bois de rose et l'ébène, doivent être également exploitées de manière respectueuse de l'environnement, et légales.

3.2-Stimulation de la sphère économique par la demande agrégée

La demande agrégée est apparue depuis 2008 pour faire face à la crise financière et relancer l'économie. Cette nouvelle théorie qui a été préconisée par les Keynésiens sera mieux pour Madagascar. Il s'agit de continuer la baisse des impôts pour favoriser la consommation, d'augmenter un peu les dépenses publiques sans dépasser les 3% du PIB.

Conclusion de la troisième partie

La croissance économique (mesurée par la croissance du PIB) ne suffit pas à promouvoir le développement, étant donné qu'à Madagascar, toute hausse de croissance est suivie par une instabilité politique qui mine les perspectives de développement (la perte économique de la crise politique de 2009). La stabilité du cadre macroéconomique qui a été préservée, mais n'est pas soutenable dans la durée, étant l'objet d'un ajustement des dépenses sur les recettes et qui a pour conséquence une diminution de la croissance et une paupérisation de la population.

Le taux de croissance du PIB réel est inférieur au taux de croissance démographique, nous devons remédier à cela par la mise en œuvre des politiques budgétaires contra cycliques.

Les politiques conjoncturelles contra cyclique, nous servirons en quelque sorte d'amortisseur l'économie de Madagascar parce que, la Grande ile a un énorme avantage en termes d'environnement, de mine et de biodiversité, qu'il peut développer tout en les préservant. Le secteur minier et pétrolier sera inévitablement un des clefs du développement et de la croissance économique de Madagascar. Toutefois, la bonne gouvernance minière et pétrolière sera nécessaire pour une vision optimiste.

La politique budgétaire contra cyclique doit s'appuyer sur des secteurs créateurs de revenus mais qui ne sont pas ou qui sont moins exploités.

Conclusion générale

A Madagascar, la politique budgétaire demeure neutre. La Grande île nécessite un plan de relance économique. Ainsi, pour améliorer la politique budgétaire, nous devons agir sur les recettes et les dépenses publiques. Notre étude prouve que la relation entre la croissance économique, les investissements publics et privés sont faible. Les investissements sont expliqués par les dépenses publiques, les exportations et les importations.

Comme dans presque tous les pays du monde, l'investissement public est un des principaux instruments de la politique budgétaire. Or, la faiblesse des montants engagés contribue à réduire l'efficacité de cet instrument. Même avant la crise, avec environ 400 millions de dollars par an en moyenne pendant la période 2007-2010, soit l'équivalent de 20 dollars par 1000 habitant ou 5% du PIB, l'Etat n'a pas pu vraiment jouer son rôle de pourvoyeur en infrastructure de base et en infrastructure d'appui au développement du capital humain.

Des progrès qui restent à effectuer dans le domaine de la gestion des finances publiques, tels que les difficultés de mobilisation des recettes, de contrôle de la dépense ou de mise en œuvre de la réforme des finances publiques.

La Grande île a déjà connu des plans d'ajustements structurels (PAS). Ainsi, il est temps de relancer l'économie du pays avec ses propres ressources internes en utilisant les avantages comparatives qu'elle possède. Nous estimons que la politique budgétaire contra cyclique sera favorable pour la relance de l'économie à Madagascar. La croissance économique se basera sur une économie diversifiée de nos ressources naturelles, la transformation, la conservation de nos produits naturels et l'émergence de nouvelles entreprises. La politique budgétaire a-t-elle encore un avenir à Madagascar ?

**BIBLIOGRAPHIE
ET
AUTRES SOURCES**

A-Ouvrages sur l'économie en général

- BRANA Sophie, BERGOUIGNAN Claude, « Macroéconomie » 3^{ème} édition Dunod, 2003 ; 256 pages.
- DELAPLACE Marie, « Monnaie et financement de l'économie », Dunod, 2003 ; 288 pages.
- LE BOLLOCH Philippe, LE FIBLEC Yvon. **ECONOMIE GENERALE.** Bertrand-Lacoste, Paris, en 2004, 207 pages.
- SABY Dominique, SABY Bernard, « Les grandes théories économiques », 3^{ème} édition Dunod, 2003. 400 pages.

B-Ouvrages spécialisés

- AGHION Phillippe, HOWITT Peter, « Théorie de la croissance endogène », Dunod, 2000. 762 pages.
- BARGE P., BERGER D., DAMON J.P., « Etat et politique économique » Paris : Université de Paris 8, 1977 Travaux sur les capitalismes et l'économie politique.
- FEVE Patrick, ORTEGA Javier, « Approches pratiques contemporaines » Dunod, 2004. 232 pages.
- GREFFE Xavier ; « Principe de politique économique » Paris : Economica, 1989.
- BERNARD Landais, « Leçons de politique budgétaire » Boeck, Paris 1998 - 249 pages
- R.A.MUSGRAVE., « Les trois fonctions de l'Etat » extrait de l'Economie politique, 1996, Jacques Généreux, Editions Larousse Bordas.

D-Rapports officiels

- Loi N°98 013 portant Loi Rectificative à la Loi de Finances pour 1998.
- Loi N°99 032 portant Loi de Finances pour 2000.
- Projet de Loi N°27 / 2000 du 09 novembre 2000 portant Loi de Finances pour 2001.
- Loi N°2001 029 portant Loi de Finances pour 2002.
- ORDONNANCE N°2002 005 portant Loi de Finances pour 2003.
- BAFD/OCDE 2005 Perspectives économiques en Afrique.

- Loi N°2004 044 du 10 janvier 2005 portant Loi de Finances pour 2005.
- Projet de Loi N°34 2005 du 27 octobre 2005 portant Loi de Finances pour 2006.
- Projet de Loi N°38 2006 du 19 octobre 2006 portant Loi de Finances pour 2007.
- Loi N°2008 – 021 du 23 Juillet 2008 portant Loi de Finances Rectificative pour 2008.
- Projet de Loi N°24 2008 du 23 octobre 2008 portant Loi de Finances pour 2009.
- ORDONNANCE N°2010 -006 du 06 septembre 2010 portant Loi de Finances Rectificative pour 2010.
- Projet de Loi N°001- 2010 du 19 novembre 2010 portant Loi de Finances pour 2011.
- Loi N°2011- 015 du 28 Décembre 2011 portant Loi de Finances pour 2012.
- Banque Mondiale « Revue des dépenses publics. Madagascar : Politique budgétaire et investissements publics en période d'instabilité politique », 129 pages.
- Rapport d'étude prospective, Groupe Mendrika « Promotion de l'investissement public à Madagascar », Novembre 2006, 62 pages.
- article de Barro (1990)

II-Autres sources

A-Webographie

- www.theses.recherches.mg
- RASOAZANATODY Norohanta Alexandrine « Analyse des impacts de la politique monétaire et politique budgétaire sur la croissance : cas de Madagascar » 12 janvier 2006, 76 pages.
- ANDRIANARIVELO Ravaka Soa Hary, « Politique budgétaire et développement rural », 12 Mars 2010, 112 pages.

- ANDRIAMILANTSOSOA Vévé Patricia ; « Investissements publics et croissance économique : évaluation du cas de Madagascar pendant 2002-2011 » ; 30 Mai 2013 ; 61pages.

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Liste des tableaux

| | |
|--|----|
| Tableau 1 : Etudes ayant recours à la fonction de production et au modèle VAR... | 25 |
| Tableau 2: Estimation des coefficients par la Méthode de la droite reg..... | 35 |
| Tableau 3 : ANOVA..... | 36 |
| Tableau 4 : Estimation des coefficients par la méthode de la Droite reg..... | 40 |
| Tableau 5 : ANOVA..... | 41 |
| Tableau 6 : Estimation des coefficients par la méthode de la droite reg..... | 42 |
| Tableau 7 : ANOVA..... | 42 |
| Tableau 8 : Estimation des coefficients par la méthode de la droite reg..... | 44 |
| Tableau 9 : ANOVA..... | 45 |
| Tableau 10 : Récapitulation de trois modèles précédents..... | 46 |
| Tableau 11 : Récapitulation du quatrième modèle..... | 47 |
| Tableau 12 : Récapitulation du modèle des investissements et les autres variables. | 49 |
| Tableau 13 : Récapitulation des autres modèles qui peuvent influencer les investissements et la croissance économique..... | 50 |
| Tableau 14 : Répartition de la Consommation..... | iv |
| Tableau 15 : Evolution des taux de croissance sectoriels (%)...... | iv |
| Tableau 16 : Evolution des taux d'investissement | iv |
| Tableau 17. Madagascar: Opérations Globales du Trésor, 2009 – 2011..... | v |
| Tableau 18. Madagascar: Balance des Paiements 2009 – 2011..... | 18 |

Liste des graphiques et schémas

| | |
|---|----|
| Schéma 1 : Le multiplicateur keynésien..... | 23 |
| Graphique 1 : Résidus en fonction des endogènes (les investissements publics).... | 38 |
| Graphique 2 : Taux de pression fiscale en pourcentage du PIB..... | 52 |
| Graphique 3 : Evolution des investissements publics à Madagascar..... | 54 |
| Graphique 4 : Evolution du déficit public en Milliards d'Euro..... | 56 |
| Graphique 5 : Evolution du taux de croissance économique..... | 57 |

ANNEXES

Tableau 14 : Répartition de la Consommation

| <i>(En pourcentage du PIB)</i> | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|--------------------------------|------|------|------|------|------|
| Consommation totale | 82,9 | 91,9 | 94,6 | 84,1 | 85,4 |
| Publique | 10,1 | 9,7 | 9,3 | 9,9 | 9,6 |
| Privée | 72,8 | 82,2 | 85,3 | 74,2 | 75,8 |

Source : MFB/SG/DGB/DPCB

Tableau 15 : Evolution des taux de croissance sectoriels (%)

| <i>(En pourcentage de variation)</i> | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|--------------------------------------|-------------|------------|------------|------------|
| Taux de croissance économique | -4,1 | 0,5 | 0,7 | 2,0 |
| Secteur primaire | 8,5 | -3,3 | -2,3 | 0,2 |
| Secteur secondaire | -7,8 | 0,2 | 2,7 | 6,0 |
| Secteur tertiaire | -7,5 | 1,7 | 2,1 | 2,3 |

Source : MFB/DGB/DPCB

Tableau 16 : Evolution des taux d'investissement

| <i>(En pourcentage du PIB)</i> | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Taux d'investissement domestique | 31,7 | 18,8 | 25,9 | 22,5 |
| <i>dont</i> Gouvernement | 4,3 | 4,0 | 3,0 | 3,2 |
| Privé | 27,4 | 14,8 | 22,8 | 19,3 |

Source : MFB/DGB/DPCB

Tableau 17. Madagascar: Opérations Globales du Trésor, 2009 - 2011

| | 2009 | 2010 | 2011 |
|---|--------------------------------|---------|---------|
| | <i>(en milliards d'Ariary)</i> | | |
| Recettes totales et dons | 2 054,4 | 2 533,6 | 2 907,9 |
| Recettes totales | 1 862,2 | 2 175,3 | 2 418,8 |
| Recettes fiscales | 1 782,0 | 1 904,7 | 2 311,6 |
| Recettes non fiscales | 80,1 | 270,6 | 107,2 |
| Dons | 192,3 | 358,4 | 489,1 |
| Dons courants | 21,0 | 37,3 | 72,2 |
| Dons en capital (projets) | 171,2 | 321,1 | 416,9 |
| Dépenses totales (base engagements) | 2 522,8 | 2 886,7 | 3 504,4 |
| Dépenses courantes | 1 797,2 | 1 938,2 | 2 243,4 |
| Personnel (yc I-PPTE) | 802,0 | 1 003,0 | 1 117,2 |
| Fonctionnement (hors intérêt) | 513,3 | 527,0 | 724,3 |
| Intérêts dette extérieure dus | 33,0 | 47,9 | 51,6 |
| Intérêts dette intérieure dus | 95,5 | 122,3 | 122,4 |
| Opérations de Trésorerie (Dépenses extrabudgétaires) | 353,2 | 237,1 | 226,4 |
| Dépenses exceptionnelles (Dépenses d'urgence) | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Dépenses de fonctionnement FCV | 0,3 | 1,0 | 1,0 |
| Dépenses en capital (yc I-PPTE) | 725,5 | 948,6 | 1 260,9 |
| Ressources intérieures | 359,1 | 361,8 | 487,1 |
| Ressources extérieures (yc I-PPTE) | 366,5 | 586,8 | 773,8 |
| Solde global (base engagement) | | | |
| Solde global y.c. dons | -468,3 | -353,1 | -596,5 |
| Solde global hors dons | -660,6 | -711,4 | 1 085,6 |
| Coûts nets des Reformes structurelles | 0,0 | 0,0 | 0,6 |
| Variations arriérés intérieurs | -0,7 | 0,0 | 0,0 |
| Financement | 469,1 | 353,1 | 595,9 |

Source : MFB/DGB/DPCB

Tableau 18. Madagascar: Balance des Paiements 2009 – 2011

| | 2009 | 2010 | 2011 |
|--|-----------------------------|---------------|---------------|
| | <i>(en millions de DTS)</i> | | |
| Compte courant | -1 179,8 | -896,1 | -851,1 |
| Biens et Services | -1 319,3 | -989,4 | -981,3 |
| Balance Commerciale | -1 088,1 | -920,2 | -950,6 |
| Exportations Biens, fob | 676,0 | 698,8 | 760,9 |
| Importations Biens, fob | -1 764,2 | -1 619,0 | -1 711,5 |
| Services nets | -231,2 | -69,2 | -30,7 |
| Exportations Services | 558,7 | 667,8 | 847,5 |
| Importations Services | -789,8 | -737,0 | -878,2 |
| Revenus | -59,3 | -82,7 | -79,3 |
| Recettes | 22,1 | 26,2 | 28,9 |
| Paiements | -81,4 | -108,9 | -108,2 |
| Transferts courants | 198,8 | 175,9 | 209,5 |
| Gouvernement | 3,9 | 8,8 | -1,7 |
| Secteur Privé | 194,9 | 167,1 | 211,2 |
| Comptes de capital et financier | 1 105,5 | 846,2 | 668,3 |
| Transferts de capital | 49,0 | 89,6 | 95,5 |
| Gouvernement | 49,0 | 89,6 | 95,5 |
| Dons Projets | 56,8 | 101,3 | 124,6 |
| Autre | -7,8 | -11,7 | -29,1 |
| Secteur privé | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Compte financier | 1 056,5 | 756,5 | 572,8 |
| Investissements directs | 882,1 | 803,2 | 679,1 |
| Investissements de portefeuille | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Gouvernement | 40,6 | 65,1 | 52,2 |
| Tirages | 64,1 | 84,4 | 79,4 |
| Prêts projet | 64,1 | 84,4 | 79,4 |
| Aides budgétaires | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Non-Gouvernement | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Amortissement | -23,5 | -19,3 | -27,2 |
| Secteur privé | 71,3 | -15,0 | -44,1 |
| Tirages | 120,1 | 11,8 | 12,3 |
| Amortissement | -48,8 | -26,8 | -56,4 |
| Banques nettes | -11,3 | -26,8 | 0,0 |
| Autres, net | 73,8 | -70,0 | -114,3 |
| Erreurs et Omissions | 58,7 | -46,2 | 0,0 |
| Balance globale | -15,6 | -96,1 | -182,8 |

Source : MFB/DGB/DPCB

TABLE DES MATIERES

| | |
|--|----------|
| REMERCIEMENTS | 1 |
| INTRODUCTION..... | 4 |
| PARTIE I : FONDEMENTS THEORIQUES SUR LA POLITIQUE BUDGETAIRE, LES INVESTISSEMENTS ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE | |
| CHAPITRE 1 : CONCEPTS DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE..... | 6 |
| Section 1 : Définitions, objectifs..... | 6 |
| 1.1-Définition de la politique budgétaire..... | 6 |
| 1.2-Dépenses publiques..... | 6 |
| 1.2.1-Les dépenses courantes..... | 7 |
| 1.2.1.1- Les dépenses pour salaires et traitements..... | 7 |
| 1.2.1.2- Les dépenses pour achats des biens et services..... | 7 |
| 1.2.1.3- Les dépenses de transferts..... | 7 |
| 1.2.1.4-Les intérêts de la dette publique..... | 7 |
| 1.2.2- Les dépenses d'investissements..... | 7 |
| 1.2.3- Les dépenses courantes structurelles..... | 7 |
| 1.1.3-Recettes publiques..... | 8 |
| 1.2-Objectifs..... | 8 |
| 1.3- Politique budgétaire en économie ouverte | 8 |
| 1.3.1-Modèle Keynésien..... | 8 |
| 1.3.2- Régime de change fixe..... | 9 |
| 1.3.3- Régime de change flexible (variable)..... | 9 |
| Section 2 : Différents outils budgétaires..... | 10 |
| 2.1- Courant Keynésienne..... | 10 |
| 2.2-Théorie de l'offre des libéraux..... | 10 |
| 2.3- Politique de relance..... | 11 |
| 2.4- Politique de rigueur..... | 12 |
| Section 3 : Fonctions et effets de la politique budgétaire | 13 |
| 3.1- Fonctions usuelles..... | 13 |
| 3.2- Limite de la politique budgétaire..... | 14 |
| 3.2.1- Effets déstabilisants..... | 14 |
| 3.2.2- Effets de compensations..... | 15 |

| | |
|---|-----------|
| 3.2.2- Effets d'éviction..... | 15 |
| Section 4 : Politique budgétaire des pays en développement..... | 16 |
| 4.1- Politique budgétaire pour les pays en développement..... | 16 |
| 4.2-Débordement budgétaire..... | 16 |
| | |
| CHAPITRE 2 : GENERALITE SUR LES INVESTISSEMENTS ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE..... | 18 |
| Section 1 : Définitions et différents types d'investissements..... | 18 |
| 1.1 : Définitions..... | 18 |
| 1.2 : Différents types d'investissements..... | 18 |
| 1.2.1- Investissements matériels..... | 18 |
| 1.2.2- Investissements immatériels..... | 18 |
| 1.3 -Théorie de l'investissement..... | 18 |
| 1.3.1 -Formation Brute des Capitaux Fixes : L'investissement..... | 18 |
| 1.4- Fonction d'investissement..... | 19 |
| 1.5-Epargne et investissement..... | 20 |
| 1.6- Décision d'investir..... | 20 |
| Section 2 :L'investissement engendre de la croissance | 20 |
| 2.1 -Les effets sur l'offre..... | 21 |
| 2.1.1-L'investissement génère une croissance extensive..... | 21 |
| 2.1.2– L'investissement génère une croissance intensive..... | 21 |
| 2.1.2.1- La relation productivité-investissement..... | 21 |
| 2.1.2.2- La relation productivité-croissant | 22 |
| 2.2 – L'effet sur la demande..... | 22 |
| Section 3 : Revue sur les Etudes utilisant la fonction de production et le modèle VAR..... | 24 |
| CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE..... | 26 |
| PARTIE II : POLITIQUE BUDGETAIREA MADAGASCAR ENTRE 1997 JUSQU'A 2012 | |
| CHAPITRE 3 :EVOLUTION DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE..... | 27 |
| Section 1 : Potentiel et atouts du pays..... | 27 |
| Section 2 : Politique budgétaire..... | 27 |
| 2.1- Politique budgétaire entre 1997 et 2002..... | 27 |

| | |
|--|-----------|
| 2.2- Politique budgétaire entre 2003 et 2008..... | 29 |
| 2.2.1-Entre 2003 et 2004..... | 29 |
| 2.2.2-Entre 2005 et 2008..... | 30 |
| 2.3- Politique budgétaire entre 2009 et 2012..... | 32 |
| CHAPITRE 4 : CAS DES INVESTISSEMENTS MALGACHE..... | 34 |
| Section 1 : Régression linéaire multiple..... | 34 |
| Section 2 : analyses et interprétations des principaux modèles..... | 35 |
| 2.1-les investissements publics, les investissements privés, la croissance économique et le temps..... | 35 |
| 2.2- Deuxième modèle : investissements privés, investissements publics, croissance économique et le temps..... | 39 |
| 2.3- Troisième modèle : la croissance économique, les investissements privés, les investissements publics et le temps..... | 44 |
| Section 3 : Analyses et interprétations des autres variables qui peuvent influencer la croissance économique et les investissements..... | 46 |
| 3.1.- Autres variables expliquant la croissance économique..... | 47 |
| 3.2- Autres variables expliquant les investissements..... | 47 |
| CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE..... | 50 |
| PARTIE III : ANALYSES ET SUGGESTIONS POUR UNE MEILLEURE POLITIQUE BUDGETAIRE | |
| CHAPITRE 5 : PROBLEMES ET ANALYSES..... | 51 |
| Section 1 : Problèmes..... | 51 |
| 1.1- Entre 1997 et 2002..... | 52 |
| 1.1.1- Faible pression fiscale..... | 52 |
| 1.1.2- Contrôle budgétaire inefficace..... | 53 |
| 1.1.3-Déficit public..... | 53 |
| 1.2- Entre 2003 et 2008..... | 53 |
| 1.2.1- Faible redistribution de la croissance..... | 53 |
| 1.2.2- Répartition de dépenses des investissements publics..... | 53 |

| | |
|--|----|
| 1.3- Entre 2009 et 2012..... | 54 |
| 1.3.1- Faible investissement public | 54 |
| 1.3.2- Mesures de restrictions budgétaires..... | 55 |
| 1.3.3- Ralentissement de l'activité économique..... | 55 |
| 1.3.4- Suspension des aides et financements extérieures..... | 55 |
| 1.3.5- Chômage..... | 56 |
| 1.3.6 Déficit public..... | 56 |
| 1.3.7- Faiblesse de la croissance économique..... | 56 |
| Section 2 : Analyses..... | 57 |
| 2.1-Entre 1997 et 2002..... | 57 |
| 2.1.1- Faible pression fiscale..... | 57 |
| 2.2- Entre 2003 et 2008..... | 58 |
| 2.2.1- Faible redistribution de la croissance..... | 58 |
| 2.3- Entre 2009 et 2012..... | 58 |
| 2.3.1- Faible investissement public..... | 58 |
| 2.3.2- Mesures de restrictions budgétaires..... | 58 |
| 2.3.3- Ralentissement de l'activité économique..... | 58 |
| 2.3.4- Suspension des aides et financements extérieures..... | 58 |
| 2.3.5- Chômage..... | 59 |
| 2.3.6- Faiblesse de la croissance économique..... | 59 |
| 2.3.7- baisse de la demande intérieure..... | 59 |
| CHAPITRE 6 : SUGGESTIONS..... | 60 |
| Section 1 : Suggestions sur la politique budgétaire..... | 60 |
| 1.1-Politique des recettes..... | 61 |

| | |
|---|-----------|
| 1.2-Politique des dépenses..... | 62 |
| 1.2.1- Améliorer l'allocation des dépenses..... | 63 |
| 1.2.2- Accélérer la modernisation de la gestion financière..... | 65 |
| 1.2.3- Contrôle budgétaire..... | 65 |
| 1.3-Suggestions portant sur la Loi de Finances..... | 66 |
| 1.4-Procédures et des instruments..... | 66 |
| 1.5-Suggestions pour améliorer l'investissement..... | 66 |
| 1.5.1-Financement de l'investissement..... | 66 |
| Section 2 : Reformes conjoncturelles..... | 67 |
| 2.1- politique budgétaire contra cyclique..... | 67 |
| 2.2-Mesures indirects de la politique budgétaire : orientation stratégique envisagée..... | 68 |
| 2.2.1-Stratégie de « Bonne Gouvernance »..... | 68 |
| 2.2.2- Stratégies de sélection et de spécialisation..... | 69 |
| 2.2.3- Stratégies de développement en termes de déséquilibre..... | 69 |
| 2.2.4- Stratégie de déconnection..... | 69 |
| 2.2.5- Stratégie de répartition..... | 69 |
| 2.2.6- Stratégie de sensibilisation..... | 69 |
| 2.2.7- Stratégie d'extension géographique..... | 70 |
| 2.4-Politique de relance économique..... | 70 |
| 2.5- Politique d'investissement..... | 70 |
| Section 3 : Stimulation de la sphère économique..... | 71 |
| 3.1-Stimuler la sphère économique en ciblant les atouts..... | 71 |
| 3.2-Stimulation de la sphère économique par la demande agrégée..... | 72 |
| CONCLUSION DE LA TROISIEME PARTIE..... | 73 |
| CONCLUSION GENERALE..... | 74 |

Bibliographie

Liste des illustrations

Annexes

Table des Matières

Résumé

La corrélation entre les investissements et la croissance économique est très faible. Ainsi, nous avons voulu à travers ce mémoire, proposer des améliorations sur la politique budgétaire à Madagascar afin de créer une nouvelle stratégie de croissance visant à générer des emplois producteurs, supplémentaires aux politiques menées depuis 1997 par les autorités malgaches.

A cet égard, la politique budgétaire contra cyclique ou la nouvelle stratégie doit s'appuyer sur des secteurs créateurs de revenus mais qui ne sont pas ou qui sont moins exploités tels que l'agriculture et l'industrialisation... Mots clés : politique budgétaire, dépenses publiques, recettes publiques. Auteur : ZAMIL Abdou

SUMMARY

The correlation between the investment and the economic growth is very small. We wanted through this dissertation, to propose an improvement of the budgetary politic of Madagascar for a new strategy of growth aiming to create employments producers, supplementary to the policies led since 1997 by the authorities of Madagascar.

In that respect, the budgetary politic contra-cyclic or the new strategy must lean on creative sectors of incomes but that are not or that are less exploited as the agriculture and the industrialization...